

# FRUITS

A watercolor illustration of various fruits. At the top left is a pineapple with green leaves and brown skin. To its right are several citrus fruits, including lemons and oranges, some whole and some sliced. Below the pineapple is a kiwi fruit. The background is a mix of yellow, green, and blue washes, with some red scribbles.

**INSTITUT  
DE RECHERCHES  
SUR LES FRUITS  
ET AGRUMES**

**UNE EXPERIENCE DE  
QUARANTE ANNEES**  
**TOME 1**

# INSTITUT DE RECHERCHES SUR LES FRUITS ET AGRUMES

## SOMMAIRE

1. <b>Introduction</b> .....	5
2. <b>Le concept de l'Institut</b> spécialisé pour une culture ou un type de produit: une idée d'avant-guerre .....	7
3. <b>La création de l'I.F.A.C.</b> .....	9
4. <b>Le temps du démarrage</b> .....	11
5. <b>Une première époque:</b> création de l'outil de travail ou les agronomes apprennent leur métier .....	13
6. <b>Une seconde vague d'expansion (1952-1960)</b> .....	25
7. <b>Une troisième époque (1960-1970):</b> un réseau plus étendu et moins vulnérable des services centraux renforcés .....	31
8. <b>Le temps des Experts (1970-1984):</b> la fin d'une expérience (1985) et le début d'une autre .	43
<b>Une conclusion difficile</b> .....	55

## 7. UNE TROISIEME EPOQUE (1960-1970): UN RESEAU PLUS ETENDU ET MOINS VULNERABLE, DES SERVICES CENTRAUX RENFORCES

### 7.1 LA DISPARITION DE LA STATION CENTRALE DE GUINEE

Comme on vient de le voir, l'expansion de l'I.F.A.C. avait débuté bien avant que la station de Foulaya ne disparaisse. Elle s'amplifia parce qu'une partie du personnel dut être affecté à d'autres postes. La Côte-d'Ivoire et ensuite les Antilles virent leurs installations et leurs effectifs renforcés.

En 1958, la Station Centrale qui agissait aussi en tant que centre régional, avait à son actif quelques importantes réalisations. Elles seront exposées par ailleurs et il suffit d'en rappeler quelques traits.



**ENTRE 55 ET 65**

Station centrale:  
J. CHAMPION (à gauche)  
et F. DUGAIN, de l'ORSTOM.

Les techniques de culture de l'ananas pour l'exportation en frais ont été mises au point par l'équipe animée par C. PY. Et l'installation d'un ensemble agro-industriel en région côtière

a conduit les agronomes à concevoir les systèmes de culture pour l'approvisionnement des usines avec les ananas de dimensions adéquates à la conserve. Culture très sophistiquée, nouvelle, et qui finalement fera le bonheur de la Côte-d'Ivoire, quand la Guinée interrompt son élan.

La bananeraie guinéenne aura atteint son maximum quelques années avant 1958, puis a dû se défendre des atteintes très virulentes de la Cercosporiose. Les premières études des nématodes parasites des racines ont montré l'importance de ce facteur adverse et ont permis d'expérimenter sur les premiers produits chimiques capables de gêner leur pullulation.

Mais dès lors que l'organisation professionnelle se désintègre, que le marché préférentiel disparaît, les recherches perdent leurs objectifs, les résultats n'étant plus appliqués. La conversion variétale, avec le « Poyo » introduit de Guadeloupe par l'I.F.A.C., a cependant été réalisée; la banane « Naine » a fait son temps.

Le laboratoire de chimie des fruits et l'atelier-pilote de technologie s'étaient intéressés aux huiles essentielles d'agrumes qui étaient une des exportations de Guinée, produits d'origine artisanale (essence d'orange du Fouta-Djalón) ou industrielle (Labé). Le pays exportait aussi des citrons.

On se rend bien compte que les productions guinéennes existantes ou projetées sont privilégiées par la présence d'une station exceptionnellement équipée. Quoique les actions régionales et générales aient été bien distinguées dans les programmes, dans la pratique, les agronomes et chercheurs ont été surtout au contact des producteurs du pays.

Il n'empêche que la station de Foulaya étant devenue adulte, avec ses dizaines d'hectares de bananiers, d'ananas, ses vergers d'avocatiers, de manguiers, d'agrumes à essence ou à jus, d'anacardiens, de papayers, etc., les nouveaux recrutés de l'Institut venaient y faire leur fin de formation. Que ce soit aux champs ou dans les

laboratoires, du personnel dahoméen ou guinéen a été formé et est capable d'assumer les observations, le contrôle de la bonne marche des expérimentations. L'action extérieure de la Station Centrale sur les autres pôles du réseau a débuté avec des missions de ceux qui sont devenus spécialistes de telle ou telle espèce fruitière, ou de telle discipline.

J.E. MIGNARD a dirigé de main de maître l'ouvrage, l'équipement est bien avancé (bâtiments neufs, quartiers d'habitations, électrification et eau courante, laboratoires, usine-pilote avec appareillages sophistiqués, usine à gaz, infirmerie, matériel agricole lourd

l'un des quelques organismes sous tutelle officielle française à rester en place (avec l'institut Pasteur entre autres). La direction générale, sur les instances de J.E. MIGNARD, avait décidé de tenter de se maintenir, estimant que les conditions de travail pourraient peut-être être maintenues. La cassure politique eut lieu en fin septembre 1958 et la Station Centrale dura jusqu'en 1961. Les activités furent progressivement réduites, faute de moyens de financement, car les autorités françaises désapprouvaient le maintien dans ce pays, avec lequel les relations devenaient de plus en plus tendues.

<b>DIRECTION</b>				
J.E. MIGNARD J. MOREL				
<b>ADMINISTRATION</b>	<b>DOCUMENTATION</b>	<b>AGRONOMES</b>	<b>DISCIPLINES</b>	<b>SERVICES TECHNIQUES</b>
L. PICHON J. TENTEN SYLLA CAMARA C. JAMES	Micheline HAENDLER	<i>Section bananes</i> J. CHAMPION J. MONNET J. LETOREY J. ROBIN M. BEUGNON  <i>Section ananas</i> C. PY M.A. TISSEAU M. BARBIER B. MOREAU  <i>Section agrumes</i> P.J. CASSIN  <i>Pépinières</i> D. RICARDEAU A. COMELLI C. ANTICHAN B. MULAT A. SIZARET  <i>Fruitiers divers</i> P. MERLE J. LE BOURDELLES P. BOHAN	<i>Chimie/Technologie</i> R. HUET L. HAENDLER  <i>Nutrition minérale :</i> J. DUMAS P. MARTIN-PREVEL Renée TISSEAU L. GUIMBERTEAU G. MONTAGUT  <i>Pédologie</i> R. MAIGNIEN F. DUGAIN ORSTOM G. MONNIER  <i>Défense des cultures</i> J. BRUN A. VILARDEBO P. FROSSARD	B. VÔISIN J. GUILLEMOT R. MACQUET

et léger, irrigation par aspersion, barrages et réserves d'eau); mieux encore, une équipe de chercheurs, ingénieurs et techniciens, œuvre sous une discipline sévère mais librement acceptée.

On peut se permettre de citer les noms de la plupart de ceux qui contribuèrent à l'ouvrage. Certains ne rappelleront rien aux lecteurs mais leur souvenir est cher à leurs collègues. Les autres sont mieux connus: ils ont fait carrière dans l'I.F.A.C. puis l'IRFA. Quelques-uns ont publié des ouvrages de base largement diffusés dans le monde tropical ou scientifique.

Sékou TOURE fut d'abord connu sur la station comme syndicaliste, prêchant la grève à la main-d'œuvre. Puis il devint Chef du Conseil du Gouvernement de Guinée. J.E. MIGNARD fut alors le « ministre » de l'agriculture sans pour autant abandonner la direction de la station.

Ce fut une grande surprise que Sékou TOURE refuse l'adhésion à la Communauté et réclame l'indépendance d'ailleurs offerte. On ne reviendra pas sur ces faits historiques connus mais l'I.F.A.C. se trouva en moins de deux semaines

Le personnel européen fut progressivement ramené au siège ou affecté ailleurs (principalement en Côte-d'Ivoire). Les vexations se multipliaient pour ceux qui restaient, venant le plus souvent des nouveaux fonctionnaires. Finalement, l'I.F.A.C. quitta ce qui était devenu le Centre Guinéen de Recherches Agronomiques. Les derniers à quitter les lieux après fouilles, obtention difficile des cachets de tous les services de police, de contrôle... J. MOREL, J. BRUN, B. MULAT, J. MONNET, A. SIZARET, M. BEUGNON, G. EUVERTE.

Pour information, aucune recherche n'a ensuite été faite à cette prestigieuse station maintenue en état quelques années par les chefs des travaux et adjoints formés par nos soins. Les objectifs devinrent plus vastes, agriculture générale et élevage. Foulaya resta un site de visites officielles, à montrer sur la route du nord. Le développement des cultures fruitières non seulement fut stoppé mais elles disparurent: la banane très vite, les importations soviétiques n'étant aucunement rentables; l'ananas persista un peu plus

longtemps mais, malgré de nombreux renflouages, devint très restreint; on ne parle plus guère des fameuses huiles essentielles d'agrumes. On ne peut même pas dire que ce fut au profit des productions vivrières: la pénurie s'installa quasi-définitivement dans le pays.

Ainsi se termina la miraculeuse aventure guinéenne. Le bilan pour le pays a été rendu négatif par les circonstances. L'outil abandonné n'a même pas servi à la Guinée devenue indépendante. Tous les alentours de Foulaya sont couverts de manguiers greffés en variétés introduites. Le bon sens du paysan soussou lui a fait s'assurer d'une parcelle de l'héritage d'une époque où il avait participé à la mise en valeur des terres. Car il s'était formé une classe de planteurs nationaux de bananiers, d'ananas et d'arbres fruitiers qui a disparu ensuite.

## 7.2. REVISION DE LA STRATEGIE DE L'INSTITUT: UNE EVOLUTION CALCULEE

Le bilan pour l'I.F.A.C. était tout à fait positif: en une décennie de nombreux ingénieurs et chercheurs avaient été formés sur le tas. D'étudiants attardés en stages divers, ils étaient devenus des agronomes motivés, ayant vécu dans des conditions difficiles, ayant acquis une expérience irremplaçable auprès des colons, des paysans, des fonctionnaires de l'Agriculture, des Forêts et bien d'autres.

La grande leçon à tirer était évidente; en période de décolonisation, il était dangereux de concentrer des moyens importants dans un pays

et il était préférable de répartir les hommes et les moyens de travail en fonction des objectifs qui seraient définis par les tutelles et les utilisateurs des résultats obtenus.

Toutefois, il serait de plus en plus difficile de faire admettre à nos partenaires, souvent pays devenus récemment indépendants, la notion de réseau de recherches qui signifie que chacun profite des résultats obtenus chez les autres. Bien au contraire, chaque nouvelle république voudra développer une recherche nationale.

Devant toutes ces contraintes, la direction de l'Institut usa d'un prudent dosage:

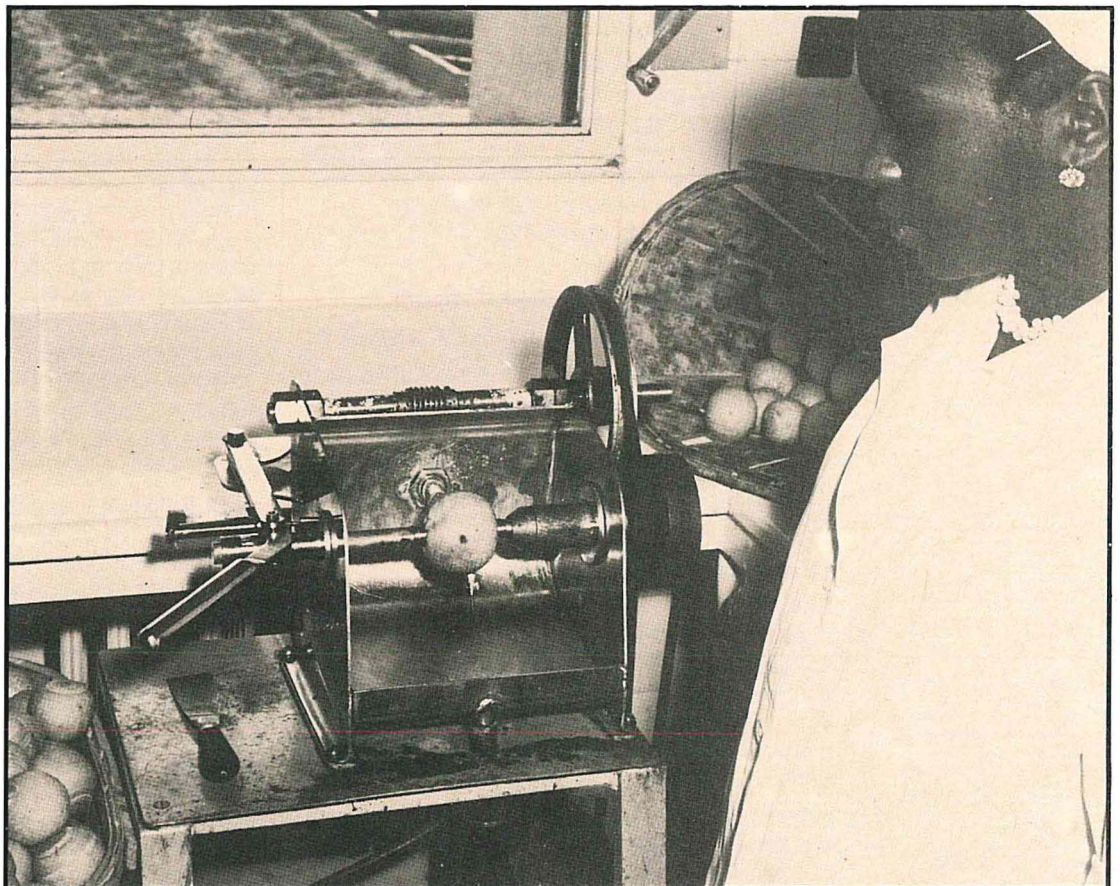
- l'extension géographique était vigoureusement poursuivie;
- certaines activités étaient recentrées en France métropolitaine; pour les années soixante, en région parisienne;
- plus d'importance était donnée à deux positions clés: la Côte-d'Ivoire en Afrique, les Antilles françaises en zone américaine.

Bien que l'affaire de Guinée ait été un coup de tonnerre dans un ciel déjà bien couvert, l'ensemble des expatriés dont la plupart étaient chercheurs accepta l'évolution nécessaire et conserva sa confiance dans ses dirigeants.

## 7.3. POURSUITE DE L'EXTENSION

### 7.3.1. Au Mali, en 1962 et pour quelques années seulement

Les contacts entre Guinée et Soudan, très proches, avaient toujours été fréquents et en particulier les pépinières officielles avaient été



L'extractrice d'essence d'agrumes, mue éventuellement par pédalier en l'absence de source d'énergie électrique, dite «Schwobinette» du nom d'un de ses promoteurs R. SCHWOB, IRFA.

pourvues des variétés modernes. Ce n'est qu'en 1962 que le Centre National de Recherches Fruitières fut créé au Mali, à la suite d'une convention entre gouvernements.

Le terrain se trouvait à la limite même de la ville de Bamako, face à l'ancien aéroport et donc en pleine zone constructible. Les études de sol faites ultérieurement devaient montrer que les terres limono-argileuses étaient lourdes, acides et assez pauvres. Mais le fleuve était tout proche et donc les ressources en eau garanties.

B. MULAT, chargé de la mise en œuvre du programme, avait introduit un important matériel végétal provenant de la Station centrale de Guinée. Le travail fut mené rapidement. Les routes tracées, les brise-vent furent plantés et on vit de très belles parcelles de bananiers « Poyo » alors que croissaient les jeunes citrus, manguiers et avocatiers.

Un atelier-pilote fut organisé ; le personnel formé devait étudier les possibilités d'établir de petites industries de transformation des fruits : jus, nectars, confitures. Par ailleurs, L. HAENDLER tenta de promouvoir l'extraction artisanale d'essence d'orange alors que la production guinéenne s'était effondrée. Le sud du pays, le Fouta malien, possédait des peuplements d'orangers exploitables.

C. MOREUIL, F. DE LAROUSSILHE, A. PINON, J. GOURITEN prirent part au succès du centre national. Sous l'impulsion ultérieurement de P. JEANTEUR, un véritable réseau de points d'appui régionaux fut créé pour répondre à la diversité écologique du pays. Parcelles de comportement et vergers-pilotes se multiplièrent. Les paysans maliens étaient fortement intéressés par le renouvellement ou l'amélioration de leurs vergers. La région de Sikasso s'était révélé avoir une vocation fruitière : agrumes divers, ananas, bananiers, papayers...

En septembre 1973, la convention fut dénoncée brusquement par les autorités maliennes et la présence des ingénieurs de l'I.F.A.C. (dont A. DARTHENUCCQ) fut interrompue. La recherche fruitière se poursuivit sur la lancée initiale mais avec des moyens réduits. Des relations sporadiques ont été maintenues.

### 7.3.2. Enfin l'Océan Indien, 15 années à Madagascar

A Tamatave, après la prise d'indépendance de la Guinée, quelques-uns pensent que ce serait peut-être l'occasion de lancer la banane malgache. La région a quelques bonnes vallées, le port est bien équipé. Pourquoi pas ? D'autant que beaucoup d'appuis officiels sont acquis et l'inspecteur de l'Agriculture DROGUE assure qu'on pourra s'appuyer sur l'I.F.A.C.

En 1959, F. DE LAROUSSILHE fait une première mission à la demande du gouvernement malgache et définit les trois domaines principaux d'intervention : bananes, arboriculture, exploitation des « peuplements naturels d'anacardiens ». les objectifs économiques étaient définis.

A partir de 1961, les autorités malgaches mirent à la disposition de l'Institut une partie de la station dite de l'Ivoloina, 150 ha dont le quart était immédiatement utilisable. L'Ivoloina est un fleuve côtier important qui collecte les eaux abondantes :

la région est pluvieuse, avec des périodes cycloniques où les inondations sont fréquentes. La première terrasse alluviale qui borde la rivière, souvent en très bons sols, sera régulièrement dévastée par le flot, les bananiers emportés vers la côte voisine. Le bourrelet de berge, plus ou moins large est souvent indemne. Au-delà de ces terrasses hautes, s'étendent des dépressions humifères, parfois tourbeuses mais très difficiles à drainer. Et enfin, les collines (tanety), éparpillées sur le plateau côtier, sont encore souvent boisées avec quelques girofliers et litchis.

La future station fruitière sur la rive gauche du fleuve est représentative de la région, avec tous les types de sols, terrasses variablement argilo-limoneuses, drainant souvent mal, zones sableuses et minéralement pauvres, bas-fonds tourbeux à assainir et à amender, collines difficiles à aménager pour des vergers. Mais, en quelques années, sous la direction de F. TRUPIN et C. MOREUIL et de J. ROBIN. Ivoloina-I.F.A.C. deviendra une fort belle station, bien qu'aucune habitation ou bâtiment neuf n'ait été édifié : on a récupéré et remis en état ce qui existait.

En 1960 et 1961, plusieurs envois maritimes de bananes, expérimentaux, ont été faits entre Tamatave et Marseille. Les compagnies de transport sont très intéressées et feront autant d'efforts que les planteurs pour lancer la banane. Au long des nombreuses rivières, les paysans installent des parcelles de bananiers. La gamme des variétés présentes localement est convenable et il faut seulement conseiller les meilleures. La « Tsy ambe tsy hiva » (ni haute, ni petite) c'est la « Poyo ». Mais on trouvera aussi « Americani » — Pourquoi ce nom ? — qui est le « Cavendish géant » d'Amérique centrale ! On verra vite les pirogues chargées de régimes (et ensuite de cartons) descendre au long des berges, puis les camions converger vers le port. La station doit aller très vite pour établir les techniques adaptées, drainage, fumure, amendement. Il faut savoir comment limiter les effets d'une saison fraîche très nette. En 1967, J. ROBIN rédige un manuel du planteur, en malgache et en français. On ne peut oublier le travail aussi proche de la profession naissante avec les BONNAFOUS, BONAMY et combien d'autres ! Mettre au point l'emballage en cartons dans des villages éloignés et, pendant un temps, la technique du vide partiel, charger des bananes pour un long transport via Le Cap pendant la fermeture de Suez. Relever les bananeraies après les cyclones et les inondations. Et, surtout, trouver les moyens de charger des tonnages relativement faibles.

Mais la région bananière de Tamatave a fait le plein et l'I.F.A.C. sera chargé de rechercher d'autres possibilités. Plus au sud sur la côte, la saison fraîche devient trop sensible. On prospectera la magnifique baie de Maroantsetra plus au nord. On trouve là, en parcourant les rives des grands fleuves côtiers en pirogue à moteur, seul moyen de locomotion possible, des paysans dynamiques, connaissant parfaitement les terres et leurs qualités et qui étudient en direct avec les agronomes la possibilité d'introduire dans leur calendrier la culture bananière, à côté de la riziculture primordiale, des cueillettes (girofle), de l'élevage et de toutes les espèces vivrières, condimentaires, etc. Même si le projet n'a pas eu

de suite, au grand désappointement des paysans, il a révélé l'existence d'un potentiel aussi remarquable qu'ignoré.

La station d'Ivoloïna avait, malgré la priorité mise à résoudre le problème posé à l'origine : lancement de l'exportation bananière, diversifié ses activités. La pépinière classique avait été créée avec du bon matériel et pouvait fournir. Les premières parcelles d'ananas furent installées avec les essais nécessaires sous ce climat particulier, assez régulièrement pluvieux, quoique certaines années surprenaient par leur sécheresse ou par leurs froids d'hiver.

Froid qui d'ailleurs faisait fleurir les litchis, fruits qui firent l'objet d'essais de conservation réfrigérée et de tentatives d'exportations par voie aérienne. Une autre vocation dont le pays ne profitera pas encore.

Les agrumes croissent aussi fort bien ; les oranges se colorent sur les plateaux. L'absence de points d'essais dans d'autres régions ne permit pas d'organiser l'établissement d'une production aussi bien pour les consommations urbaines que pour des transformations ou exportations.

Après que diverses prospections eurent lieu au nord-ouest, des projets furent établis pour exploiter les peuplements d'anacardiens. On fit prévaloir qu'il était nécessaire de cultiver cette espèce et non de la considérer comme de simple reboisement. Vieille querelle ! La station de Bétangirika fut créée aux environs de Majunga et A. LEFEBVRE commença les expérimentations, les seules qui furent sources de bons itinéraires techniques. Un atelier de traitement était installé pour traiter les fruits collectés chez les paysans. Les zones avaient été étudiées par F. POINTEREAU.

Accessoirement, une collection de manguiers établie à Majunga permettait de confirmer la vocation de la région à produire ces fruits à bonne saison.

Les événements politiques devaient comme en Guinée, interrompre le cours des recherches. La station anacardiens de Majunga fut reprise par les services officiels en 1974 et disparut, mal protégée des feux de brousse. Ivoloïna resta quelque temps avec un conseiller, B. MOREAU, le dernier directeur, puis le contact fut perdu en 1976. Quand à la production de bananes pour l'exportation, elle s'amenuisait progressivement et a maintenant pratiquement disparu.

Ainsi, les possibilités fruitières de la Grande Ile, comparables à celles du Mozambique et du nord de l'Afrique du Sud, restent encore à ce jour inexploitées, alors que des exportations contribueraient à créer des ressources et des liens internationaux. Et les ressources vivrières propres ne paraissent pas améliorées pour autant.

### **7.3.3. Une mission permanente au Sénégal, le conseiller technique des services officiels (1963)**

C'est une autre forme d'intervention. Au Sénégal, l'administration est structurée et préfère

disposer d'un conseiller permanent en développement fruitier plutôt que de voir un autre organisme s'ajouter à ce qui existe et mieux réussir peut-être grâce à une souplesse de fonctionnement supérieure.

V. FURON est un ancien qui a fait carrière à Azaguié en Côte-d'Ivoire. Il fera au Sénégal le bilan de ce qui existe comme matériel en stations officielles et étudiera les vastes projets gouvernementaux : développer une production fruitière pour répondre à l'importante demande urbaine d'agglomérations comme Dakar...

Il s'agit tout d'abord de produire en Casamance si possible les bananes qui sont habituellement importées de Côte-d'Ivoire. En 1964, une pépinière est donc créée à Singhère, dans le Balantacounda, moyenne Casamance. On y produira 75000 plants de bananier « Nain » entre 1966 et 1971. Ceci permettra de mettre en place la première bananeraie (du Service de l'Agriculture) à Saliot, irriguée par prise d'eau sur une petite rivière, paillée et menée à la manière « Guinée », accessible aux paysans. Par ailleurs, le Fonds européen a décidé de financer une opération « bananes » dans cette région (6000 tonnes) et l'I.F.A.C. travaille avec ILACO une société néerlandaise d'aménagement.

Les difficultés n'apparaîtront pas tout de suite. En premier, les ressources en eaux de surface diminuent considérablement par suite de déficits pluviométriques répétés. Il faudra finalement dans les dernières années recourir à des forages. Les autres problèmes techniques (nématodes, cercosporiose, carences minérales...) seront résolus grâce à l'expérience acquise ailleurs.

Le montage en coopératives est riche d'enseignements. On constate d'énormes différences entre coopérateurs, certains paysans travaillant très bien et obtenant de hauts rendements financiers. Celui qui réussit en vient d'ailleurs rapidement à employer des salariés. Les cours pratiqués à Dakar sont suffisants pour permettre un conditionnement amélioré, le remboursement des avances d'engrais et des frais communs et un bénéfice correct à partir d'un rendement satisfaisant. Mais l'irrigation par aspersion est devenue la règle et, finalement, la culture est intensive. Elle reste vulnérable (certaines eaux sont salines), les structures sont lourdes, la discipline coopérative encore peu comprise.

Mais, en soi, l'expérience est intéressante. Elle s'étend à la culture de l'ananas, tout à fait adaptée à l'écologie. La Casamance a d'ailleurs une bonne vocation fruitière analogue à celle de la Guinée. Cela n'a rien d'étonnant et les « Rivières du Sud » des explorateurs, c'était de la Gambie à la Sierra Léone ! savanes arborées, fleuves et rivières, mangroves.

Tandis que G. PLAUD, J. KAPLAN, M. BEUGNON et J. GUILLEMOT œuvrent en Casamance, avec beaucoup de problèmes. V. FURON terminera sa carrière à Dakar en tentant de développer un programme agrumes (pépinières, collections), contrecarré par les fortes sécheresses des années 1970, et de pousser au renouvellement du verger des manguiers greffés. Il formera des arboriculteurs pour le greffage ou surgreffage des vieux arbres et restera l'homme de terrain respecté de ses

jeunes élèves pour son savoir et son affabilité : quoique le Sénégal ait une bonne possibilité de production exportable grâce aux liaisons très faciles avec l'Europe, le développement ne prendra jamais corps jusqu'à présent. Il est vrai qu'une période climatique hautement défavorable ne facilite pas les tentatives de développement.

Après quelques années de présence, on peut affirmer qu'il est possible d'assurer l'approvisionnement des villes, d'améliorer le régime alimentaire au village et d'exporter des fruits « exotiques » en Europe et donc de créer des ressources supérieures aux revenus classiques.

La banane dans le pays Balante a permis l'amélioration de l'habitat semble-t-il en premier lieu, des moyens de locomotion et du confort de vie.

Une action fugace, fin des années 1960, en **République Centrafricaine** ne paraît pas avoir laissé beaucoup de traces, encore que D. GOURITEN, jeune ingénieur, ait dépensé beaucoup d'efforts et ait eu maintes difficultés pour installer une antenne fruitière proche de Bangui. C'est un différend local entre B. BOKASSA, alors maître du pays, et l'I.F.A.C. qui a conduit à un départ brutal de l'assistance agronomique française. On retrouvera assez fréquemment ce type d'échec dû à des interventions politiques, éloignées des préoccupations techniques et économiques.

A. SIZARET est un pépiniériste qui élève les arbres avec amour. Il a débuté à la Station Centrale, puis a quitté l'I.F.A.C. pour faire son tour du monde comme on faisait son tour de France. Il a travaillé dans le Pacifique puis en Australie.

Revenu à l'Institut, il sera toujours l'homme des démarrages de stations, de la création du petit coin de pépinière où on sème les futurs plants à greffer.

**Au Niger**, les fruits sont rares et d'autant plus appréciés des populations. Ils sont très chers, surtout quand ils proviennent du sud. Les autorités sont donc désireuses de créer un centre fruitier qui puisse à la fois expérimenter, fournir des variétés adaptées avec le mode d'emploi. En 1966, A. SIZARET s'installe à Gabougoura, proche de Niamey. Ce sont des sols difficiles, sur des alluvions du difficile. Le choix a été fixé plus par les possibilités d'irrigation, les accès, que par des études pédologiques préalables.

Etant donné les conditions climatiques dures, surtout en fin de saison sèche, A. SIZARET installe un ensemble compact pépinières, arbres semenciers, parc à bois de greffe. Les agrumes viennent de Corse et sont garantis indemnes des viroses identifiées. On trouvera rapidement à Gabougoura des vergers composites, modèles proposés aux paysans de la région auxquels on propose un contrat : ils entretiennent et auront les récoltes. Pour limiter les inconvénients de la période d'attente de mise à fruit, on essaie diverses associations et des cultures intercalaires pendant les premières années.

Lorsque les arbres sont devenus adultes et que Gabougoura est une remarquable tache verte sur un site aride que seule l'irrigation valorise, des divergences apparaissent entre les responsables de l'Agriculture et ceux de la Recherche nationale nouvellement créée. L'I.F.A.C. fera les frais d'une

querelle où elle n'est pas partie et la responsabilité du terrain lui sera enlevée, juste au moment d'ailleurs où des anomalies de croissance surviennent sur des arbres et donnent lieu à divers diagnostics.

Plusieurs points d'appui ont été créés dans ce vaste pays, à Maradi entre autres lieux. Des vergers pilotes sont installés. La pépinière de Gabougoura continuera à fournir des plants aux paysans comme aux notables, planteurs dans leurs campagnes. Plus tard, un verger sera créé à Bonkoukou avec des associations entre agrumes, manguiers et dattiers, de même qu'une opération de développement de vergers paysans groupés aura lieu à Gaya au sud du pays, tandis qu'à l'opposé, on s'intéresse sporadiquement aux peuplements de dattiers (Agadès).

**Au Dahomey (Bénin depuis fin 1972)**, G. MONTAGUT s'installe comme conseiller fruitier à Allahé, près de la ville d'Abomey, en 1966. Il vient de Martinique. Il débute un travail classique d'installation de pépinières capables de fournir du matériel végétal sain. Il forme un ingénieur national qui devient son homologue. Il diversifie ses actions et déborde un peu des fruits habituels. Il étudie plusieurs espèces donnant des baies contenant un édulcorant naturel (*Synsepalum dulcificum*). Bien que des contacts soient établis avec des utilisateurs éventuels d'Europe et des USA, le projet ne débouchera pas.

Un autre objectif est de créer une unité intégrée de fabrication d'essence de citron dont on estime alors l'avenir économique assuré. Une plantation d'une cinquantaine d'hectares de citronniers finira par être réalisée, avec une modeste irrigation. J. BOURDEAUT (1975-1977) devra mener l'affaire au cours de la mutation politique. L'usine, quoique commandée et livrée, montée par J.C. DUMAS, ne sera jamais mise en fonctionnement faute des moyens nécessaires. Encore un exemple d'une petite opération agro-industrielle financée par la Coopération et la CCCE qui échoue pour des causes non techniques.

#### 7.3.4. Débuts dans d'autres départements d'outre-mer

Les problèmes fruitiers en **Guyane** furent abordés à partir des Antilles et A. FOUQUE fut chargé de l'affaire. Des essais de culture du bananier « Gros Michel » furent faits sur le polder de Sainte-Anne mais inévitablement périrent de maladie de Panama. Des agrumes furent plantés et beaucoup d'autres espèces. Mais le travail le plus intéressant fut fait dans la forêt guyanaise par A. FOUQUE qui s'intéressait aux espèces utilisables, soit en alimentation, soit en médicaments ou même aux autres usages. Les publications faites ultérieurement sont restées fortement demandées. Ces actions se situent dans les années 1960 mais, récemment, H. GUYOT a tenté des opérations ponctuelles de développement fruitier.

Dès l'installation à Madagascar, **l'île de la Réunion** avait soulevé l'intérêt de l'Institut. A la suite d'une mission de F. TRUPIN en 1966, une mission permanente était installée en fin 1967 et en 1968, un bureau (laboratoire) fonctionnait à Saint-Denis. Mais l'abondance et la



diversité des écologies montraient dès le départ que les stations, points d'appui, vergers-pilotes seraient nombreux. Les « Hauts » conviendraient peut-être à des variétés d'espèces de régions tempérées, pommiers, pêcheurs, etc. La vigne se trouvait déjà à Cilaos. Les agrumes pouvaient avoir une large gamme variétale mais les problèmes sanitaires étaient complexes et primordiaux en recherches. La première station de Bassin-Martin, à 300 m d'altitude, était établie en 1970 et convenait pour ananas, bananiers et fruitiers tropicaux et sub-tropicaux. Mais le réseau devait très largement s'étendre.

J. LETOREY dirigea la période d'installation, relayé par B. MOREAU. Les agronomes P. FOURNIER, J. LICHOU, B. AUBERT... ont œuvré dans une équipe renforcée par de jeunes ingénieurs. Les programmes sont très divers, nombreux par rapport aux moyens disponibles.

L'île est un microcosme avec des dizaines de microclimats. Il faut revenir alors à ce qui est économiquement essentiel pour l'avenir.

### 7.3.5. La fin d'une présence au Maroc

Dans les années 1960, on comptera de quatre à six chercheurs au Maroc. H. CHAPOT a quitté l'I.F.A.C. en 1963, ce qui a été regrettable. Il avait prodigué son dynamisme étonnant à des études aussi variées qu'approfondies sur les agrumes et leurs affections. Il devait ensuite devenir expert à la FAO et disparaître prématurément. R. HUET est venu de Foulaya pour travailler au Laboratoire des Jus de fruits d'Aïn-es-Sebaa. Il y restera jusqu'en 1966. P.J. CASSIN qui n'a pu voir à la Station Centrale en Guinée les collections et vergers mis en place devenir adultes, trouve également un nouveau domaine d'actions au Maroc.

Il n'est en rien dépaycé puisqu'il a fait ses premières armes à Boufarik (Algérie) avant d'entrer dans l'institut. M. LARUE rejoindra aussi cette équipe après un bref séjour à Foulaya. Par contre, M. VANDERWEYEN est déjà en place.

Ultérieurement, la recherche nationale entend couvrir tous les domaines de la recherche agronomique et, aucune solution satisfaisant les deux parties n'étant trouvée, la plupart des spécialistes de l'I.F.A.C. quittent le pays ; les relations s'amenuisent progressivement et se limiteront à des missions de courte durée (E. LAVILLE entre autres). Elles resteront tout à fait cordiales. On peut signaler d'ailleurs qu'en Tunisie et au Maroc, l'INRA et l'ORSTOM développeront des actions dans divers domaines disciplinaires.

## 7.4 DEUX POLES, COTE D'IVOIRE ET ANTILLES, S'ETOFFENT EN MOYENS MATERIELS ET HUMAINS

On n'emploiera plus jamais le terme de station « centrale » et, de fait, chacun de ces pôles se développera plus en fonction de perspectives de développements fruitiers bien définis que par l'effet de programmes d'ensemble. La vocation

de l'Institut de servir des professions s'affirme donc une fois de plus.

### 7.4.1. Côte-d'Ivoire : La Station d'Anguédédou, ananas, laboratoires pour spécialistes

Quelques années ont passé. Azaguié a changé tout en conservant cet aspect fermé de couloir dans la forêt dense, souvent triste et brumeux. Hors de la grande route d'Abidjan à Abengourou, quoique toute proche, la station ne verra jamais l'afflux de visiteurs qu'ont connu Nyombé et Foulaya. Ce n'est pas sur la route, il faut y aller pour un problème technique ou pour voir un ami.

Après J. BRUN et P. MUNIER, un autre directeur M. GUEROULT restera seulement quelques années et plusieurs agronomes se succéderont. Cependant, A. SILVY, généticien, doit se spécialiser en ananas. V. FURON crée les pépinières et les vergers d'arbres fruitiers tandis que F. D'ESCAVRAC plante les bas-fonds en bananeraies. L'époque reste difficile car les communications avec Abidjan sont médiocres, les défrichements forestiers sont difficiles et l'espoir d'obtenir des parcelles de terre homogènes convenant pour des essais est mince. Beaucoup de difficultés naissent aussi de l'« enfermement » sur cette station.

C'est pourquoi P. MERLE, dès son arrivée, obtient de s'installer à Abidjan, bureau et habitation. C'est aussi un ancien de Guinée mais très vite il a demandé et obtenu un poste régional. Il vient du Cameroun où il a dirigé la station de Nyombé. Nous sommes en 1958.

Puisque la Station d'Azaguié n'offre pas de possibilités intéressantes d'extension (J.M. CHARPENTIER débutera sa carrière par les derniers défrichements pour la bananeraie, 1961) et que l'ananas n'y prospère pas très bien (A. SILVY y a fait les premiers essais dans la zone actuelle des habitations, les pelouses ayant remplacé l'ananas), on décide en 1959 de s'installer sur les sables tertiaires. Un projet d'exploitation de la forêt pour la pâte à papier a échoué vers l'Anguédédou (à l'ouest d'Abidjan, à mi-chemin de Dabou). L'IRCA est déjà en place.

Et puis, on mise beaucoup sur les cultures industrielles, palmiers à huile, hévéas dans cette région. Et l'ananas ? L'excellent départ de la Guinée, sur les bases techniques élaborées par l'I.F.A.C. est compromis par le choix politique de ce pays. La Côte-d'Ivoire doit avoir ses chances. Une station est cependant nécessaire.

A. SILVY débute l'installation : aménagements de terres propres, ou louées. Dans les années suivantes, on verra l'afflux des « guinéens », M. A. TISSEAU, Renée TISSEAU, J. LETOREY. La plantation-pilote d'ananas fut rapidement mise en production et spécialisée dans l'exportation de fruits frais, ce qui demandait les équipements nécessaires en matériel de culture, atelier d'emballage, etc. Il faut souligner ici que les revenus n'en furent pas négligeables et qu'ils aidèrent l'I.F.A.C. à s'installer.

Le rôle de l'exploitation avec ses hauts et ses bas, ses bonnes et mauvaises années, a toujours été fortement discuté au sein de l'Institut (et à l'extérieur). Les ressources importantes dégagées parfois lui faisaient

attribuer un rôle dépassant celui de la recherche. Toutefois, les tensions entre chercheurs en une discipline scientifique, phytotechniciens d'une plante et les agronomes de production furent toujours dépassées souvent par les liens d'amitié personnelle et par la réalité des services réciproquement rendus. L'esprit d'équipe se maintint longtemps dans les conditions particulières d'Anguédédou.

Il y avait eu cet afflux de Guinée : A. VILARDEBO était pour un temps affecté en Côte-d'Ivoire ainsi que J. MONNET, J. ROBIN, M. BEUGNON à la section bananes, basée à Azaguié.

P. MARTIN-PREVEL séjournera quelques années à la même station où une installation de culture sur sable permet une étude fine des carences minérales du bananier. Pour des raisons examinées plus loin, J. GODEFROY arrive du Cameroun. Il se spécialisera en pédologie et deviendra le responsable de cette discipline à l'I.F.A.C., aura un laboratoire d'abord à Azaguié puis à Anguédédou. R. GUEROUT vient aussi du Cameroun, se spécialise en entomologie et nématologie et disposera aussi d'un laboratoire à Anguédédou, comme P. FROSSARD qui dirigera la phytopathologie une vingtaine d'années.

Ainsi se constitue progressivement un pôle très fort du réseau I.F.A.C. (dont la nouvelle dénomination officielle sera Institut Français de Recherches Fruitières Outre-mer. Les fruits sont décolonisés). La Côte-d'Ivoire connaît une forte expansion agricole, bien sûr principalement en cultures d'exportation mais qui sont industrielles ou artisanales.

Quoique ce pôle ne soit plus « central », il permettra de compléter la formation d'agronomes et de chercheurs qui seront ensuite dispersés dans le réseau.

Les agrumes donnent des résultats variables, les citronniers seront à un moment l'espoir pour un atelier à extraction d'essence. Les papayers sont aussi exigeants que les bananiers.

Puis, c'est à Azaguié qu'on étudie les plantains d'une manière approfondie. G. PLAUD, ANNO ABOH, J. GUILLEMOT travaillent sur de nombreuses variétés locales et introduites. S'agissant de recherches bananières, il faut citer en outre A. PINON, Ph. MARTIN, C. TEISSON pour un temps, puis A. LASSOUDIÈRE dont les études détaillées du développement du bananier sont connues. Ultérieurement, il créera une antenne dans la zone bananière de l'Agnéby où les terres organiques sont sources de nombreux problèmes.

La Direction locale de l'Institut joue un rôle important dans l'évolution des cultures fruitières, en fonction des tutelles, d'abord du Ministère de l'Agriculture puis du Ministère de la Recherche scientifique quand il est créé. Les organisations professionnelles restent fort influentes, d'autant plus que les planteurs ivoiriens sont nombreux. P. MERLE sera relayé en fin 1967 par J.M. CHARPENTIER.

Anguédédou est devenu la pièce maîtresse du dispositif ananas de l'IRFA. Après toutes les mises au point phytotechniques, allant de pair avec le développement de la production pour l'exportation et de la production pour l'usine, soit plusieurs systèmes différents, les chercheurs abordent des problèmes complexes : causes du brunissement interne (C. TEISSON), recherches génétiques pour l'obtention de caractéristiques de rendement, études de nouveaux types de parasitisme. Toutes choses détaillées par ailleurs.



#### REUNIONS BANANES 1964

- à Neufchâteau, Guadeloupe.
- De gauche à droite : R. GUILLIERME, Directeur Général ; J. CUILLE, Directeur adjoint ; H. GUYOT, Directeur IFAC-Antilles, R.M. CADILLAT, et C.E. BEAUREGARD, Secrétaire Général de l'Organisation des Caraïbes. Ce fut l'origine de l'ACORBAT.

Progressivement, la Station d'Azaguié perdra de l'importance parce que ses terres sont d'un relief difficile et que les sols de bananeraies sont fragiles, hétérogènes et difficilement utilisables pour les essais. V. FURON, J. BOURDEAUT et d'autres tenteront d'en définir les meilleures utilisations : le mangoustanier pousse bien dans tous les bas-fonds et parfois sur les pentes pas trop caillouteuses.

#### 7.4.2. Equipement à Neufchâteau et Vieux-Habitants en Guadeloupe, de Moutte en Martinique

En Guadeloupe, à Neufchâteau, le réseau routier interne a été fait une fois pour toutes et les

maisons et bâtiments ont été construits pour bien résister aux cyclones — malheureusement fréquents. La station évolue et change : laboratoire de défense des cultures (phytopharmacie), de technologie (avec un atelier de plus en plus important mais qui ne trouvera jamais les relais industriels locaux), de mûrissage... les essais en champ auront une importance variable, noyés dans la bananeraie-pilote de production.

H. GUYOT prendra en main d'une part l'application pratique des résultats acquis par le réseau de recherches I.F.A.C., à l'aide de coopératives ou sociétés parallèles (traitements herbicides, traitements contre la cercosporiose, etc.) et d'autre part l'information technique constante des producteurs par un bulletin hebdomadaire « Fruits guadeloupéens » distribué dans l'île, ronéoté à Neufchâteau même. Cela durera une dizaine d'années. Enfin, une structure d'accueil à la station compense la position de retrait qu'elle a par rapport à la route nationale de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre.

Premier à avoir débuté une action en Amérique latine, H. GUYOT organisera la première réunion caraïbe sur la banane en 1964 en Guadeloupe. Elle sera à l'origine de l'ACORBAT qui a maintenu son activité jusqu'à ce jour.

Le climat humide et chaud de Neufchâteau convient bien aux bananiers mais médiocrement à d'autres espèces fruitières qui sont souvent trop parasitées. En 1977, la Direction Départementale de l'Agriculture prête à L'I.F.A.C. une petite parcelle de terre au lieu-dit Vieux-Habitants, à la limite de la Côte-sous-le-Vent sèche et chaude. Papayers, grenadilles, agrumes, manguiers, avocats seront mis en place et observés. Les résultats sont divers mais intéressants. L'irrigation est nécessaire. Quelques années montrent que des mangues de qualité peuvent être produites dans ces conditions écologiques.

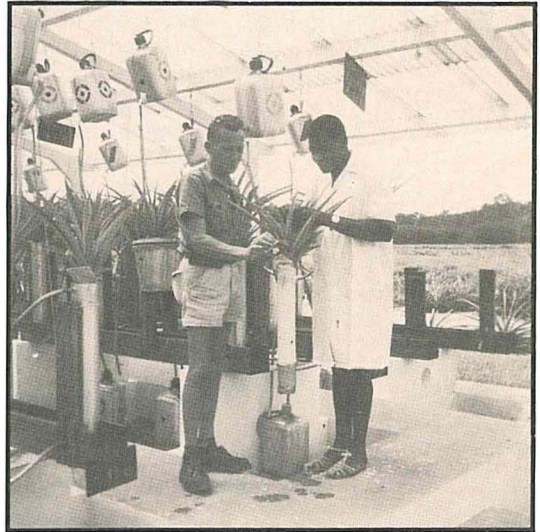
Ayant eu à conquérir difficilement sa place au sein d'une production bananière ancienne et structurée, H. GUYOT devenu l'interlocuteur privilégié des planteurs entend éviter toute erreur et contrôle étroitement les chercheurs et autres intervenants qui ne connaissent pas tous les rouages locaux. Une politique qui a des avantages mais aussi des inconvénients : les agronomes restent souvent trop limités aux stations (P. OLIVIER, J. LE BOURDELLES, P. ESTANOVE et d'autres).

R. GUILLIERME est satisfait de la situation aux Antilles. Le planteur l'est des services rendus. La bananeraie-pilote est d'un rapport notable qui aide au fonctionnement global.

Et en **Martinique**, on assistera à un démarrage dès qu'on peut développer des installations plus importantes. En 1963, un terrain de 1,7 ha est acheté dans le haut quartier de Moutte : on y construit de bas en haut (la pente est forte), bureaux, laboratoires, habitations. L'I.F.A.C. est alors dirigé localement par Ph. SUBRA (qui a fait ses premières armes au Cameroun). M. BARBIER est aux ananas (il a été formé à Foulaya avec C. PY). J. GUILLEMOT est aux bananes. Le type d'action principal est toujours le conseil direct aux planteurs et l'expérimentation chez quelques-uns d'entre eux. Un art difficile. Les agronomes œuvrant en Martinique garderont longtemps cette

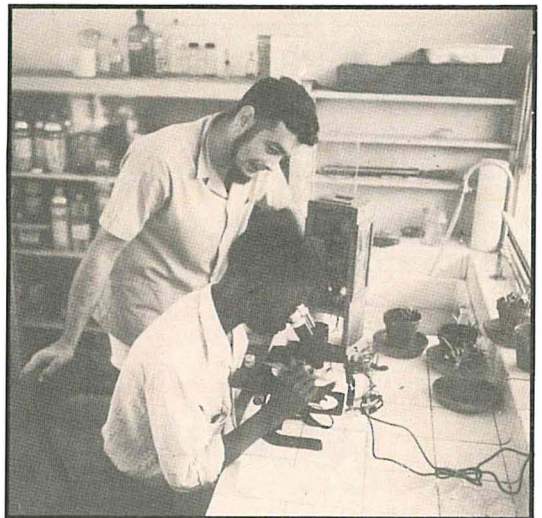
empreinte : ils tirent beaucoup de leur savoir des multiples contacts et visites sur le terrain. Cette méthode d'acquisition de connaissances très empirique sera ultérieurement très controversées par les tenants de la recherche en conditions contrôlées.

A la suite de la cassure avec la Guinée, la Martinique accroîtra son équipe : C. PY, A. POIGNANT, M.A. et Renée TISSEAU, J. MONNET et bien d'autres.



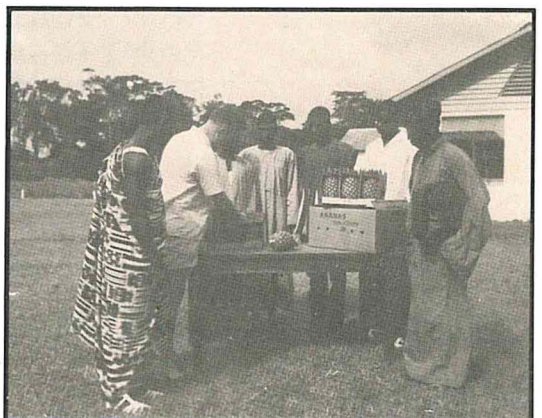
**Station d'Anguédédou** (Côte-d'Ivoire)

Physiologie de la nutrition de l'ananas (M.A. TISSEAU).



**Station d'Anguédédou** (Côte-d'Ivoire)

Laboratoire d'entomologie et de nématologie (dirigé par R. GUEROUT).



**Station d'Anguédédou** (Côte-d'Ivoire)

Discussion avec les planteurs d'ananas sur les problèmes d'emballage (J. LETOREY).

### 7.4.3. Difficultés au Cameroun

La station fruitière de Nyombé était, elle aussi, devenue majeure avec ses bananeraies, ses vergers d'agrumes et d'avocatiers.

De nombreux directeurs s'étaient succédés depuis BERCHON: E. BOREL, P. MERLE, F. TRUPIN, J. DEL BRASSINE, J. MOREL, J. LECOQ, P. JEANTEUR.

Dans les années soixante, la région du Mango est sujette à des troubles graves, des rebellions contre le pouvoir central se mêlent de querelles ethniques et parfois de banditisme. La station d'altitude de M'Bouroukou, au nord de N'Kongsamba, est abandonnée. L'exploitation des bananeraies est fortement perturbée.

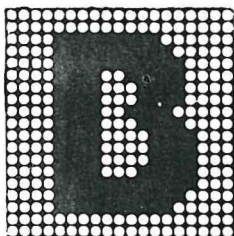
A cette époque, les ingénieurs avec familles seront rapatriés et déplacés. Ce sont J. LECOQ et J. MARSEAULT qui maintiendront la station en état pendant ces années difficiles. J. GODEFROY et R. GUEROUT seront là aussi à cette époque d'insécurité, la grande maison directoriale, fortifiée, étant le lieu de séjour de tous.

J. MOREL devait prendre ensuite la direction et relancer les activités. Ce regretté grand serviteur de l'I.F.A.C. devait vivre ses derniers mois d'Afrique au Cameroun.

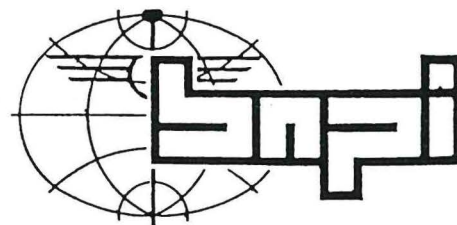
Mais l'élan était à nouveau donné: mise au point par J.P. GAILLARD de la culture de l'ananas qui devait particulièrement intéresser ensuite les planteurs camerounais du voisinage, étude de l'huile d'avocat (A. HAURY, J.P. GAILLARD, J. MARSEAULT) en vue de valoriser les peuplements de cette espèce en altitude (Dschang) tandis qu'en zone bananière se réalisaient les changements variétaux et le passage à l'emballage carton. Mais les planteurs ne reprirent jamais leur esprit d'entreprise et leur confiance d'avant les troubles et aujourd'hui encore les conséquences s'en font sentir.

**Au cours de cette dizaine d'années, la perte de la station centrale a été compensée par l'acquisition de positions nouvelles et le renforcement de quelques autres. Le caractère aventureux des années cinquante n'est plus évident. Les anciens ont l'expérience, les services fournis par le siège sont organisés, rodés.**

**L'exposé de l'évolution de l'entreprise peut apparaître terne, encore que ce n'est pas le cas pour ceux qui l'ont vécue, avec ses drames, ses succès, ses échecs. Mais on n'est plus maîtres du jeu, des programmes: la politique intervient de plus en plus sur le cours des recherches.**



LA



## **BANQUE NATIONALE DE PARIS** **« INTERCONTINENTALE »** **EST VOTRE BANQUE DANS LE DEPARTEMENT**

**Succursales:** SAINT-DENIS, 67, rue Juliette-Dodu - Tél. 21.75.10  
LA PROVIDENCE - LE CHAUDRON - VAUBAN

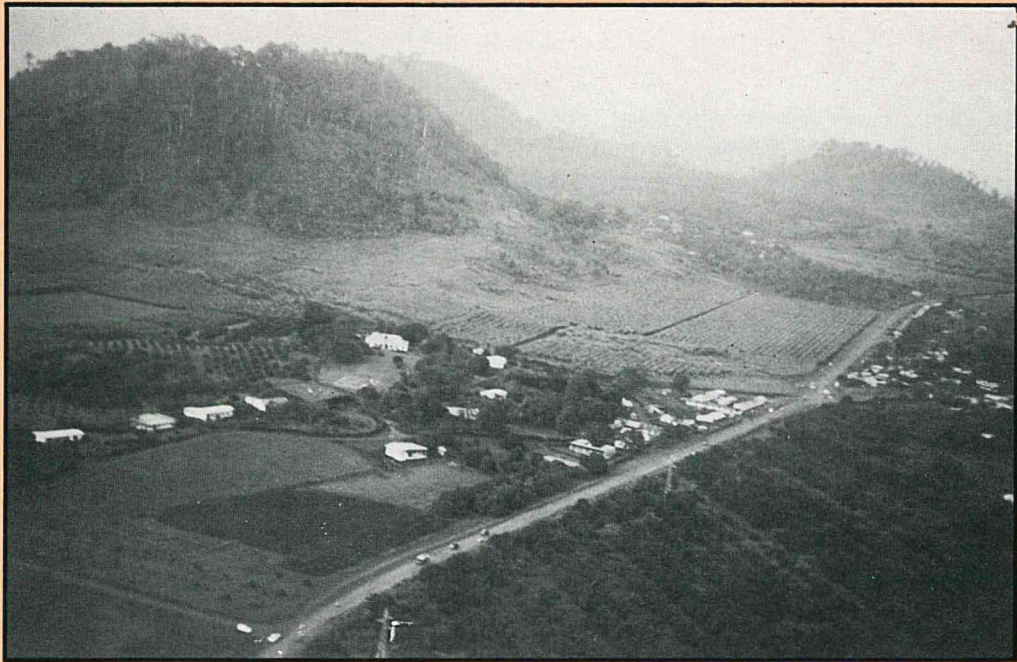
**Agences:** SAINT-ANDRE - SAINT-BENOIT - SAINT-LOUIS  
SAINT-PAUL - SAINT-GILLES-LES-BAINS - LE PORT  
SAINT-PIERRE - LE TAMPON - SAINT-JOSEPH

**LA SECURITE ET LA PUISSANCE D'UN GROUPE**  
**BANCAIRE MONDIAL IMPLANTE DANS 77 PAYS**

# STATION FRUITIERE DE NYOMBÉ CRÉÉE PAR L'IFAC EN 1948, RÉTROCÉDÉE A L'IRA — EN 1976

maison directoriale  
construite en 1948

bananeraie SPNP



habitations

village de  
Nyombé  
passage à  
niveau

route  
COFRUCA

route nationale  
Douala - N'Kongsamba  
et nord Cameroun

club

bureaux et  
labos

village de Nyombé

ce terrain en préparation  
permet de se repérer sur  
les deux photographies



usine  
pilote de  
technologie

essais  
avocatiers

station d'emballage  
au milieu de la  
bananeraie

chemin de fer, le S  
entoure l'est de la  
station

# COMITE ECONOMIQUE AGRICOLE MARAICHER, FRUITIER ET HORTICOLE DES ANTILLES FRANÇAISES

Créé en 1976, le COMECO a pour vocation essentielle de développer et défendre les productions de diversification conduites aux ANTILLES à destination des marchés extérieurs.

La SICAMA en MARTINIQUE et la SICAF en GUADELOUPE en sont les deux groupements adhérents et fondateurs.

L'éloignement des principaux marchés sur lesquels la loi de la concurrence se vit quotidiennement imposa rapidement aux groupements des deux départements de se réunir. Leur intérêt et même leur survie étaient de ne pas se considérer en rivaux sur le plan commercial, bien au contraire.

Aubergines, avocats puis récemment limes sont les trois productions principales dont les intérêts sont rassemblés au sein du COMECO. L'aubergine, dont les volumes de production se situent entre 4.000 et 6.000 tonnes en contre-saison (novembre à juin) est bien appréciée sur les marchés de la CEE : 25 à 30 % des arrivages sont en effet réexportés chez nos voisins à certaines périodes de l'année.

L'avocat, dont le verger de 900 ha concentré sur la MARTINIQUE, représente un potentiel de 7.000 à 8.000 tonnes pour l'horizon 1990. Déjà 5.000 tonnes sont attendues en 1985 pour être commercialisées entre les mois d'août et octobre.

La lime, dont la toute récente mise en place du verger représente 600 ha en MARTINIQUE, 150 ha en GUADELOUPE et 300 ha en GUYANE, a déjà un potentiel de production de 20.000 tonnes à l'horizon 1990, alors que pour 1985 le tonnage exporté devrait atteindre aisément 2.000 tonnes.

Sur le plan technique, le transport aérien est disponible au départ des ANTILLES ou de la GUYANE, tandis que le transport maritime, avec la mise en place de la conteneurisation, est assuré dans les meilleures conditions de la technique d'aujourd'hui et avec une régularité exemplaire des arrivages hebdomadaires. Un contrôle de qualité est alors effectué afin de pouvoir renseigner la production.

Pour les trois productions, la libre concurrence qui s'exerce sur nos marchés européens demande une vigilance particulière de la commercialisation afin de défendre les intérêts des producteurs qui attendent, à juste titre, le meilleur revenu de leurs produits.

Analyse et contrôle de la commercialisation, amélioration de la qualité et du conditionnement sont donc les premiers objectifs de l'action de COMECO.

En regroupant tous les producteurs concernés par les cultures d'exportation, le COMECO s'attache également la fonction importante d'interlocuteur privilégié auprès des instances professionnelles ou publiques, qu'elles soient nationales ou communautaires. Il n'est pas toujours inutile de rappeler en effet que les DOM de la Caraïbe sont partie intégrante de la CEE et que leurs productions doivent bénéficier de la préférence communautaire.

C'est ainsi que le COMECO a pu accueillir une session du COPA-COGECA aux ANTILLES en 1978.

Cette organisation professionnelle européenne est en relation constante à BRUXELLES avec la Commission de la CEE. Plus récemment, à l'occasion du séminaire technique du COLEACP pour la zone Caraïbe qui s'est tenu en mai 1982 à la MARTINIQUE, le COMECO a pu montrer aux pays voisins les importantes réalisations de ses producteurs.

La défense des marchés auprès des instances nationales a pu se concrétiser favorablement (clauses de sauvegarde pour l'aubergine). La concertation des représentants français avec des ministères étrangers est une préoccupation importante du COMECO lorsqu'il devient nécessaire d'aboutir à des accords d'Etat à Etat. C'est le cas par exemple de l'avocat, pour lequel des problèmes de commercialisation sont maintenant prévisibles d'année en année.

Enfin la défense des produits passe par leur promotion et là encore COMECO est appelé à définir les programmes les plus efficaces. Un effort important est concentré sur la lime dont les quantités prévues conduisent les producteurs à se confronter avec le lancement d'un produit nouveau. COMECO, parce qu'il parle au nom de l'ensemble des producteurs, peut ainsi solliciter des aides substantielles auprès des pouvoirs publics dans ce domaine.

En résumé, en assurant ces différentes fonctions : contrôle de la commercialisation, négociations auprès des instances professionnelles et publiques, et promotion des produits, COMECO remplit ses attributions de représentation professionnelle.

**A PARIS :**

**COMECO - 88, AVENUE KLEBER, 75116 PARIS - TEL. 505.13.67 - TELEX 612815**

## 8. LE TEMPS DES EXPERTS (1970-1984): LA FIN D'UNE EXPERIENCE (1985) ET LE DEBUT D'UNE AUTRE

Les agronomes et chercheurs devenus experts reconnus internationalement constituent une bonne part du « capital » de l'Institut qui a su les retenir au cours des décennies. Le réseau de stations et de points d'appui pour des essais en champs, les champs pilotes, les laboratoires et services techniques permettent des recherches pluridisciplinaires et le renouvellement des connaissances.

Le monde tropical évolue très rapidement vers un développement soumis à des aléas économiques et à des stratégies variables. Chaque pays nouvellement indépendant désire créer des organismes de recherches qui lui soient propres; les dirigeants veulent former les cadres nécessaires et lancer des opérations agricoles améliorant le sort des populations et, pour ce faire, disposer encore quelque temps des experts indispensables.

Cette évolution est perceptible pour l'Institut de Recherches fruitières: les interlocuteurs traditionnels, organismes professionnels, doivent faire place à diverses représentations officielles dont les demandes sont plus de développement que de recherches.

C'est la raison pour laquelle on avait pensé que le manque d'adéquation entre offre et demande avait été caractéristique de la période considérée, et que cela aurait été un bon titre du chapitre. Mais c'eût été considérer que les efforts de J. CUILLE pour suivre la demande avaient été vains, ce qui n'est pas le cas. Quoique l'équilibre n'ait jamais été atteint et que les ressources aient manqué pour former un personnel spécialement adapté pour ces nouvelles tâches, on doit constater que la plupart des échecs sont imputables à des circonstances contraires plutôt qu'aux hommes.

Les pouvoirs publics français avaient de longue date décidé d'accomplir la fusion des Instituts analogues au nôtre et qui couvraient l'agronomie, l'élevage et les forêts des régions chaudes. Une première phase a été celle d'un groupement d'intérêt économique (GERDAT 1970-1984) qui créa des structures communes, en particulier au Centre de Montpellier. Une seconde phase a été la perte du statut d'Association privée au sein d'un organisme étatique, le CIRAD, début 1985.

Avant que de tenter de faire un panorama final de cette décennie, d'une diversité extrême et d'une grande complexité, il convient de rendre hommage au personnel qui a continué de travailler bien que les perspectives d'avenir n'aient jamais été très claires.

Beaucoup de jeunes ingénieurs ont vécu au cours de cette période, parfois isolés, des situations tout aussi difficiles que celles des débuts. Il aurait été souhaitable que leurs témoignages s'ajoutent à ce texte, l'auteur n'a évidemment pu connaître en détail les épisodes des années de la dispersion.

### 8.1. L'OFFRE: DES CONNAISSANCES (LES EXPERTS ET LEURS ECRITS) RENOUVELEES (GRACE A L'OUTIL DE RECHERCHES: LABORATOIRES, STATIONS, ETC.)

L'Institut de Recherches sur les Fruits et Agrumes (IRFA remplace le sigle ancien IFAC) offre aux

pays et organismes intéressés une équipe d'experts dans le domaine qui lui est propre. Ce titre d'expert est une consécration internationale qui rend compte de la fréquence des consultations qui s'adressent à des personnes bien précises.

Qui sont-ils ?

Tout d'abord, les phytotechniciens de la première heure, chefs de file pour les grandes espèces ou groupes d'espèces fruitières: C. PY pour l'Ananas, J. CHAMPION pour les Bananiers, P.J. CASSIN pour les Citrus et J.P. GAILLARD pour les autres fruitiers tropicaux, sub-tropicaux ou d'altitude. Notons que la succession des trois premiers est assurée avec J.J. LACOEUILHE (physiologiste, phytotechnicien, qui anime actuellement la recherche fruitière en Côte-d'Ivoire), J. GANRY (en fonction depuis 1983, comme Directeur Technique Bananes), et B. AUBERT, qui est en poste à l'île de la Réunion. Le quatrième spécialiste a plus besoin d'adjoints que de successeur.

D'autres agronomes de ces sections ont de larges connaissances et d'assez longues carrières pour être considérés comme experts: A. PINON, Ph. MELIN, A. LASSOUDIERE, J. GUILLEMOT, M. BEUGNON, Y. BERTIN, J.C. PRALORAN, F. DE LAROUSSILHE et bien d'autres.

Des chercheurs par discipline sont aussi des experts reconnus dans un domaine très étroit: J. BRUN, P. FROSSARD, E. LAVILLE



P. FROSSARD montre à un jeune observateur les symptômes de Cercosporiose.

pour les maladies fongicides, A. VILARDEBO pour les dommages d'insectes, de nématodes et autres animalcules, P. MARTIN-PREVEL, J. MARCHAL pour les problèmes de nutrition minérale, de déficiences, J. GODEFROY pour l'amélioration des sols, L. HAENDLER, P. ESTANOVE, G. DUVERNEUIL pour tous problèmes de la transformation des fruits, de l'utilisation des résidus...

Chacun dans son domaine est capable d'analyser une situation technique résultant du comportement d'une espèce végétale dans un milieu déterminé, ce qui donne lieu

à diagnostic et éventuellement à préconiser des mesures pour modifier l'état de choses constaté.

Toutefois, l'Institut est pauvre en experts économistes capables de traiter des problèmes globalement. Ph. SUBRA s'est largement spécialisé dans ce domaine, mais il sera



De gauche à droite: J. BOVE, Ph. SUBRA, C. PY à une réception chez le Président REY.

nécessaire de provoquer la formation d'autres agro-économistes.

Par contre, on dispose de techniciens, administrateurs, chefs de travaux pouvant éventuellement entrer dans des équipes « terrain ».

**L'outil de travail** a fortement évolué. Pendant des années, les champs expérimentaux, les plantations ont donné les bases des systèmes de production. Les laboratoires spécialisés opéraient en liaison avec les essais conduits par les agronomes. D'autres laboratoires permettaient des interventions: cas d'anomalies, de parasites nouveaux, de pullulations de « pestes » nouvelles. Rares étaient les études fondamentales.

Deux constats ont été faits: le premier est qu'on atteint vite les limites de l'essai en champ dont les résultats sont rarement généralisables; d'où une répétition en réseau plus ou moins large, dans l'espace, une répétition dans le temps, coûteuse et finalement insuffisamment efficace. Toutefois, le champ permettant des vérifications ultimes des préconisations techniques, la perte progressive des sites d'essais se révèle catastrophique. On a cependant misé sur les laboratoires couplés avec des installations telles que serres, enceintes contrôlées, etc.

A partir de 1960, l'I.F.A.C. avait progressivement réinstallé certains laboratoires en métropole, qui ont pu dans certains cas mener des recherches indépendantes du terrain, parfois fondamentales. Mais il était évident également que la création et le maintien de laboratoires était une lourde charge pour un organisme de dimensions modestes. L'expérience avait montré que les besoins en analyses de végétaux par exemple peuvent varier fortement lorsque des expériences lourdes sont mises en place



(par exemple la série dite «sol-plante-climat» des Antilles sur bananiers). Il aurait alors été préférable de recourir aux services de laboratoires extérieurs, ce que d'autres Instituts ont fait.

Le fait d'établir un laboratoire fortement équipé oblige presque à secréter de nouveaux programmes qui justifient son maintien pendant des années. Ce genre de déviation a pu être constaté. On avait donc pensé que le groupement des huit Instituts (GERDAT, 1970) pourrait créer et gérer un ensemble de laboratoires nécessaires au fonctionnement de tous. Ce qui fut fait à Montpellier mais force est de constater que la souplesse désirable n'est pas obtenue et que ce qui a été mis en place il y a dix ans est considéré comme définitif, particulièrement par le personnel qui y travaille, alors que la nature actuelle des programmes est différente de ce qu'elle était. On pourrait retomber aisément dans le défaut de chercher des programmes pour que ces laboratoires continuent à travailler.

Fort heureusement, pour beaucoup de disciplines ou de spécialités, le GERDAT a au contraire offert des moyens à la mesure pour la poursuite des recherches dans de meilleures conditions, à Montpellier.

Voici quelques exemples :

Le laboratoire de chimie des produits transformés, dit parfois laboratoire des essences et arômes, résulte de l'existence à l'IRFA d'un créneau original occupé d'abord par R. SCHWOB qui s'intéressait particulièrement aux bases de parfumerie ; d'où les études déjà signalées sur les huiles essentielles d'agrumes et autres espèces. R. HUET revenant du Maroc s'est spécialisé sur les arômes, essences et, d'une manière générale, sur la qualité des fruits frais (à tous stades jusqu'à commercialisation) et des produits dérivés. Ayant dû travailler dans la région parisienne dans divers laboratoires de grandes firmes, n'en disposant pas d'un qui lui soit confié, il a été le premier à migrer à Montpellier et, après quelques mois à l'Université, à disposer des emplacements de laboratoires qui furent équipés ensuite progressivement par l'IRFA.

J. BRUN et, plus tard, E. LAVILLE (venant du Maroc, puis installé provisoirement au Siège, rue Clergerie) poursuivront leurs activités phytopathologiques à Orsay, hôtes du laboratoire de cette spécialité créé à l'Université Paris-Sud par le Professeur CHEVAUGEON dont on connaît l'intérêt constant pour les travaux des Instituts. En contrepartie, ils participèrent à la formation de jeunes phytopathologistes dont certains iront outre-mer. Lorsque le GERDAT ouvrira les laboratoires de défense des cultures à Montpellier, E. LAVILLE sera chargé du démarrage de la phytopathologie fruitière. A bien noter à nouveau l'heureux mélange de travaux de base (Phytophthora, Cercospora, Fusarium sp.) et d'observations sur des fruits avant et après récolte, conditionnement, traitements, puis après transport : souvent au port où à la mûrisserie, à l'écoute de ceux qui travaillent dans les fruits et jusqu'aux consommateurs. Par ailleurs et par tradition, le laboratoire de phytopathologie reste un lieu de formation.

A. VILARDEBO, après son retour d'Afrique (Côte-d'Ivoire) sera basé au Siège ; il ne disposera pendant des années que d'un coin de

cave de l'immeuble IRFA de la rue Clergerie. Il faut dire au passage que cette cave est assez originale et qu'on s'y bouscule. J. CUILLE y travaille avec M<sup>me</sup> BUR et J. RONEL sur les huiles de traitement et leurs caractéristiques ; il y invente des appareils de traitement antifongique des fruits. Pendant des années aussi, J. CHAMPION, avec G. DUVERNEUIL et d'autres, utiliseront une mini-mûrisserie de bananes installée par M. TSALPATOUROS qui s'était passionné dans les années soixante pour le mûrissage sophistiqué des bananes. On y étudiera les phénomènes de dégrain, de pulpe jaune, puis on fera des essais de divers types de cartons quand ce mode d'emballage apparaîtra. Les envois proviennent des stations (Antilles, Côte-d'Ivoire, Cameroun), les bananes sont observées une à une.

Après ces installations de fortune (!), A. VILARDEBO disposera à Montpellier d'un laboratoire adapté à ses besoins (exemple : salle d'extraction de nématodes).

De retour également de Côte-d'Ivoire, P. MARTIN-PREVEL disposera pendant une douzaine d'années d'un bâtiment de l'ancienne exposition coloniale de 1931, au milieu de quelques autres dispersés dans une enclave du Bois de Vincennes. Avec J.J. LACOEUILHE, J. MARCHAL, M. FOLLIOU, des méthodes d'analyse en avance sur le temps seront mises au point. Le transfert à Montpellier a lieu dès la fin de la construction du premier bâtiment dit de chimie, fin 1974. Une partie des analyses liées aux programmes fruitiers fera désormais appel à deux laboratoires « communs » en série.

L'IRFA n'avait pu maintenir pour des raisons financières, dans les années soixante, l'activité du laboratoire de biochimie installé par J. BOVE à l'INRA-Versailles, en convention avec cet organisme. Quoique ce chercheur ait fait ensuite carrière à l'INRA et à l'Université (Bordeaux), il conserve d'étroites relations avec l'IRFA et demeure un grand spécialiste des maladies dites virales des agrumes, aussi bien sur le terrain qu'au laboratoire ou en serre.

Les études de **technologie** à l'IRFA ont toujours été dispersées, les thèmes des études étant particulièrement variés et souvent lourds.

D'où des travaux à l'extérieur et avec l'extérieur (on se souvient des études d'extraction des amandes de cajou par le froid, chez BERTIN), des relations avec l'industrie de transformation (chaînes ananas, agrumes, etc.), avec les tutelles et les organisations internationales.

L. HAENDLER (aujourd'hui disparu) y consacra beaucoup de lui-même. Ce n'est que récemment (1980) que G. DUVERNEUIL put installer un bâtiment de laboratoires et ateliers dans l'enceinte de l'INRA de Montfavet, grâce à des financements officiels. Une équipe renforcée (M<sup>lle</sup> COLLIN, Y. LOZANO) a été constituée.

Dans ce domaine, l'IRFA n'a cependant jamais pu développer les activités expérimentales comme il aurait fallu, seulement par manque de moyens : la création de machines prototypes, la recherche de nouveaux procédés industriels ne sont pas à la dimension de l'Institut semble-t-il. Par contre, des interventions en tant que conseils (développées par les spécialistes précités et par P. ESTANOVE) pour l'utilisation des fruits ou des déchets ont été généralement appréciées outre-mer.

Enfin, on peut estimer que le **Centre économique**, longtemps dirigé par R.M. CADILLAT, assisté de R. NAVILLE et de F. FAJAC et dont la tâche essentielle était une information économique basée sur des sources internationales et commerciales très variées, a largement évolué ces dernières années pour répondre aux nouvelles demandes que nous évoquerons plus loin. Ph. SUBRA a succédé à R.M. CADILLAT, aujourd'hui retraité toujours actif. Les études agro-économiques se sont multipliées et l'équipe s'est renforcée d'A. GUYOT (ancien directeur de Martinique), J. LETOREY (ancien directeur de la Réunion). Mais la fonction documentaire a été conservée ainsi que les interventions sur la qualité des fruits importés (Opération bananes avec R. NAVILLE, J. MARSEAULT, J. LETOREY : observations aux ports d'arrivée et en mûrisserie).

Le service dit de **biométrie** est ancien et important : biométrie parce qu'à l'origine il avait pour objet l'étude des espèces fruitières par des essais en champs agrémentés de nombreuses observations et mesures. Le service avait été initié par J.F. MASSIBOT, directeur de la recherche des débuts qui était spécialisé en expérimentation agricole et en interprétation statistique des résultats. P. PELEGRIN eut la charge, après son retour d'Afrique, d'organiser la centralisation des données et les contrôles de validation, leur interprétation étant ensuite proposée aux promoteurs des expérimentations. Avec P. LOSSOIS, qui lui succède, le service s'étoffe (M. MENTION, J.P. GAILLARD), la centralisation demeure. Avec le départ du service à Montpellier en 1976, l'utilisation des moyens de calcul modernes s'accroît. X. PERRIER prendra la direction d'un service dont la fonction est multiple : pour tout thème d'expérimentation, réaliser l'accord des participants de terrain ou de laboratoires, économistes, praticiens sur une méthodologie réaliste. Paradoxe, au fur et à mesure que les possibilités d'opérer au champ diminuent, que les contrôles des prises de données deviennent aléatoires, difficiles, les dispositifs et les méthodes d'interprétation s'affinent.

On a précédemment signalé l'originalité du **Centre de Documentation**, de l'I.F.A.C. à l'IRFA, sans discontinuité. La création du fichier de références sur le domaine fruitier tropical, sub-tropical, méditerranéen, date des débuts ; manuelles sont d'abord les classifications, mais exhaustives ; les analyses sont publiées en bulletin annexe de la revue FRUITS dès 1945. Cela signifie qu'on donne au lecteur, à faible coût, celui de l'abonnement, le résultat d'une prospection permanente des revues techniques et des bulletins bibliographiques, le résultat des analyses des documents. Des repérages par diverses méthodes successives permettent de retrouver les originaux. L'IRFA utilisera très vite le microfilm comme support de faible encombrement des collections de documents : actuellement, quatre armoires dans la salle de la bibliothèque du Siège contiennent les 60 000 microfilms résultant de ce travail minutieux et ininterrompu.

Nombreux ont été les collaborateurs de Ph. ARIES, parmi lesquels nous citerons : M<sup>lle</sup> S. COUSIN, M<sup>me</sup> M. GILLET, M<sup>me</sup> G. PREVOTEAU, M<sup>me</sup> S. HELFER, M<sup>me</sup> M. HAENDLER, S. VERETENICOFF, J.C. LEFEVRE, M<sup>lle</sup> A. DE GENTILE, M<sup>lle</sup> G. HARTMANN ; l'antenne transférée à Montpellier, au Centre GERDAT, a été assurée par M<sup>me</sup> H. PY, M<sup>lle</sup> A. DU MERLE et M. PHAM VAN.

On peut constater que le choix de Ph. ARIES se porta souvent sur des personnes plus compétentes dans le domaine technique fruitier (nombreux ingénieurs horticoles) que dans le domaine documentaire où il se chargeait lui-même d'innover et d'évoluer. A la fin des années soixante, il organise la mémorisation des références, analyses et repérages pour indexation. Un épais thesaurus spécialisé dans le domaine fruitier est élaboré pour le système FABIUS. A partir de 1970, la base de données existe et accumule les références ; chaque année voit sortir les index géographiques, matières et espèces. Récemment, un transfert a été réalisé sur TELESYSTEMES.

Enfin, depuis quelques années, Ph. ARIES s'intéressait de près à un système de traduction automatique (TITUS) développé par l'Institut Français du Textile. Il parvenait à intéresser le GERDAT à cette méthode permettant des consultations et des éditions séparées en trois langues (français, anglais, espagnol). M<sup>lle</sup> G. HARTMANN a largement contribué à cette action.

En général, cette évolution dynamique ne fut guère appréciée en France à sa juste valeur bien que Ph. ARIES ait joué un rôle important dans les instances internationales spécialisées. Les directeurs successifs de l'I.F.A.C. et IRFA lui laissèrent une grande liberté d'action dans le domaine documentaire. Chaque Institut a eu sa politique propre, ce qui a posé beaucoup de problèmes pour définir des règles communes, au GERDAT, puis au CIRAD.

Quoique le Centre de Documentation ait été tourné résolument vers l'extérieur : bibliothèque de consultation des ouvrages et documents, publication des références, analyses et index, les propres chercheurs et agronomes de l'Institut, isolés, en stations ou en missions, recevaient l'aide maximale même hors du domaine habituel, dans telle ou telle discipline scientifique.

L'information drainée des sources extérieures publiées périodiquement — sources dites conventionnelles — ou sporadiquement (brochures, rapports, thèses, etc.) — et dites non conventionnelles — est donc mise à la disposition des chercheurs, grâce à un fichier informatisé à partir de 1970 et facile à questionner. Les fichiers antérieurs manuels restent disponibles.

J. CUILLE a confié à M<sup>me</sup> Micheline HAENDLER l'organisation des **fichiers des activités internes** ; par exemple : essais en cours sur toutes stations, notes et documents non édités, rapports, missions et enseignement, etc. Des listes des documents sélectionnés sont édités grâce à l'informatique depuis 1980 et diffusés dans l'IRFA régulièrement, ce qui autorise les demandes des intéressés. C'est un système qui a innové au niveau de l'information interne dont on avait constaté

antérieurement l'insuffisance au sein d'un réseau géographiquement dispersé.

S'agissant d'information intérieure, **les réunions annuelles** techniques ont été organisées à partir de 1959 par J. CUILLE qui dirigeait alors l'agronomie à l'IRFA avant de devenir directeur adjoint en 1964, puis directeur général en 1973. Le principe était de réunir les chercheurs une fois l'an, juste après la période des congés, pour examiner les résultats obtenus et préparer les programmes. Après deux ou trois ans, les réunions furent spécialisées sur une culture (bananes, ananas, agrumes et fruitiers divers) ce qui conduisit à réévaluer les problèmes tous les trois ans, période de temps permettant l'acquisition de nouveaux résultats. Elles permettaient à certains chercheurs, techniciens, de se rencontrer enfin, sans que cela soit l'effet du hasard. Le principe avait été adopté d'inciter à la rédaction de communications, de notes qui furent souvent des ébauches d'articles pour la revue FRUITS. L'extraordinaire est que la Réunion Annuelle ait été maintenue depuis 25 ans sans interruption et qu'elle ait été reconnue par tous comme un outil puissant d'information, de programmation et de cohésion. Elle a contribué à maintenir un esprit d'équipe malgré des circonstances souvent contraires.

Mais l'Institut doit également valoriser les résultats obtenus, les recherches entreprises par **des publications** largement diffusées. C'est une obligation qui a été développée dès le début d'après-guerre. Ce fut aussi le souci des autres Instituts dont certains formèrent en commun une société d'éditions, la SETCO, dissoute depuis peu.

La revue FRUITS (anciennement Fruits d'Outre-mer) n'a cessé d'être mensuelle (en fait, 11 numéros par an) depuis le numéro 1, en septembre 1945. Un index récemment établi et publié avec l'aide du Ministère de la Coopération fait état jusqu'en août 1982 (37 années), de 2250 articles sélectionnés (les notes et articles de pure actualité, les chroniques, n'ayant pas été retenues).

On se souviendra que M<sup>me</sup> NAVELLIER a consacré de nombreuses années à la revue comme rédactrice en chef. Lorsqu'elle prit sa retraite, des difficultés financières obligèrent à réaliser par nos propres moyens la composition et le montage (M<sup>me</sup> A. NOBLECOURT, M<sup>me</sup> E. TROCELLIER), la photographie (P. HERY), et l'impression en offset (J. RONEL). Le choix des articles — ou leur obtention — les lectures successives, la composition des revues furent longtemps un travail d'équipe avec J. BRUN, J. CHAMPION, H. GUYOT.

On comprendra que l'on tienne fortement à cette publication qui a servi de support aux exposés des résultats obtenus par chercheurs de l'I.F.A.C./IRFA. Mais, depuis les origines, de nombreux auteurs de l'extérieur ont été accueillis dans cette revue très connue et répandue dans les bibliothèques agronomiques du monde entier. Même si le nombre des abonnés paraît restreint, la diffusion est considérable.

De plus, depuis quelques années (1976), FRUITS publie dans les langues d'origines des auteurs, quand cela est techniquement possible : anglais, espagnols, portugais et italien. Cette innovation a rencontré beaucoup de succès.

Quelques autres publications locales périodiques, en Guadeloupe, ou sporadiques, Martinique, Côte-d'Ivoire, Cameroun, étaient généralement des bulletins destinés aux planteurs.

En août 1944, paraissaient une brochure de 60 pages fortement illustrée : « Le commerce de la banane dans le monde, en France et dans les colonies françaises » ; les auteurs étaient Ph. ARIES (ce qui étonnera plus d'un lecteur de « L'historien du dimanche ») et R. CADILLAT. En plus de la revue, l'I.F.A.C. a maintenu une politique de publications très active : des annales techniques, des ouvrages (L'ananas en Guinée), une série bilingue équatorienne (J. CHAMPION, J. BRUN, A. VILARDEBO), un Manuel de culture bananière à Madagascar (J. ROBIN) en malgache et français, avec de nombreuses photographies. Encore par ses propres moyens, des recueils de diapositives avec commentaires détaillés : carences minérales du bananier (P. MARTIN-PREVEL et J.M. CHARPENTIER), maladies des bananes après récolte et jusqu'au mûrissage (E. LAVILLE), viroses et mycoplasmoses des agrumes (J. BOVE et R. VOGEL), espèces fruitières d'Amérique tropicale (A. FOUQUE), etc.

Lorsque le Président R. COSTES lancera la collection « Techniques agricoles et Productions tropicales », éditée par LAROSE, le premier des ouvrages sera consacré au bananier (J. CHAMPION), puis l'I.F.A.C./IRFA continuera sa collaboration active : l'Ananas de C. PY et M. A. TISSEAU (première édition) puis une seconde nettement plus fournie : l'Ananas de C. PY, J.J. LACOEUILHE, C. TEISSON.

On verra les Agrumes de J.C. PRALORAN, le Manguier de F. DE LAROUSSILHE, le Palmier-dattier de P. MUNIER. Ces ouvrages ont en général été traduits en espagnol ; ils ont largement contribué à faire connaître l'Institut dans le monde.

Récemment, P. MARTIN-PREVEL a coordonné la rédaction d'un ouvrage de référence général sur « l'analyse végétale dans le contrôle de l'alimentation des plantes tempérées et tropicales » dont la traduction anglaise est prévue.

Que le Siège et les installations en France se soient étoffés est évident. Les spécialistes de retour d'outre-mer disposent de moyens de travail, dont une bonne partie est due à l'ouverture du Centre de Montpellier. Par contre, les installations outre-mer ont parfois échappé au contrôle de l'institut, la responsabilité de leur utilisation revenant de droit aux pays où elles se trouvent. L'IRFA était un des rares organismes ayant développé des actions de longue date dans les départements outre-mer : cette présence pouvait être précieuse pour poursuivre des recherches de longue durée.

Sans faire un panorama complet du **réseau de recherches IRFA outre-mer**, on présentera **l'évolution de la situation ces dernières années**.

Après le départ de Madagascar, **l'île de la Réunion** voit se développer rapidement un réseau de stations justifié par une diversité écologique bien connue. Un autre document donne le détail des réalisations aussi bien dans le domaine des cultures fruitières tropicales, sub-tropicales que celles qui sont adaptées au climat d'altitude frais et nébuleux.

Les directeurs successifs seront J. LETOREY (venant d'Anguédédou, Côte-d'Ivoire), B. MOREAU (venant de Tamatave, Madagascar). Les « arboriculteurs-chercheurs » se trouveront devant une grande diversité de situations : citons C. MOREUIL, J.F. LICHOU, C. VUILLAUME, puis récemment Y. BERTIN ; P. FOURNIER sera plus spécialisé dans la vigne d'altitude (Cilaos). B. AUBERT se charge des recherches plus complexes sur les affections des agrumes et leurs vecteurs éventuels.

La forte expansion des activités de l'IRFA dans l'île résulte d'une volonté des autorités et des producteurs de développer les cultures fruitières. J.P. GAILLARD fera en 1979 un bilan et un projet pour cinq ans. Mais les moyens disponibles ne permettent pas toujours ces actions et la pérennité des ressources redistribuées annuellement n'est pas assurée. De sorte que les difficultés ne manquent pas. Malgré cela, les résultats techniques obtenus sont incontestables.

Par ailleurs, pour l'IRFA, la Réunion joue le rôle d'un pôle dans l'Océan Indien, et les contacts sont fréquents avec les îles voisines : Maurice, les Comores, les Seychelles et le continent : Kenya, Mozambique, Afrique du Sud ; la diversité de l'île permet de retrouver des situations écologiques analogues dans ces pays.

Notons que B. AUBERT a toujours manifesté une grande activité pour développer des relations scientifiques dans le monde entier, effectuant souvent des voyages à titre personnel.

La situation en **Afrique intertropicale** a évolué ; on reviendra sur les opérations de développement qui ont eu souvent un intérêt scientifique pour n'examiner ici que les installations anciennes et importantes.

En Côte-d'Ivoire, progressivement le Ministère de la Recherche Scientifique prend les rênes, aussi bien pour éditer les programmes de recherches que pour implanter des chercheurs nationaux. M. KEHE est depuis longtemps entomologiste à l'IRFA Anguédédou, tout à fait intégré dans l'équipe qui continue à travailler sur cette Station. G. SERY DJEDJE s'est vu confier les recherches sur les plantains et a installé une antenne près d'Azaguié, où il conduit les essais. La Station d'Azaguié elle-même est devenue secondaire, les anciens sols de bananeraie sont appauvris et dégradés ; certains vergers d'agrumes, les collections, et surtout les carrés de mangoustaniers, uniques en Afrique, font conserver ce site.

Anguédédou est devenu la pièce maîtresse ; les études de descendance hybrides d'ananas conduites par M<sup>me</sup> C. CABOT, les études de physiologie, de défense des cultures (J.L. SARAH, M. KEHE), d'agro-économie, de pédologie (le laboratoire, après le départ de M. PENEL est dirigé par des spécialistes ivoiriens) sont sous la direction technique de J.J. LACOEUILHE. L'ensemble de tous les laboratoires devrait rester un outil performant.

L'antenne de l'Agnéby (cultures bananières sur terres organiques) avait été développée par A. LASSOUDIÈRE dont l'intense activité dans cette zone avait permis de voir plus clair. Il est regrettable qu'il ait dû quitter ce programme, quoiqu'il rende des services appréciés au Cameroun. Il a été remplacé par des ingénieurs ivoiriens.

Enfin, depuis trois ans, on travaille à créer une station au nord du pays (vers Korhogo) qui soit représentative des conditions soudanaises de la région. Après P. SOULEZ (rentré en France), c'est C. DIDIER (venant d'Irak) qui a la charge de la mise en place, et dont la spécialité est la pépinière.

Au plan général, J.M. CHARPENTIER a quitté sa fonction directoriale en Côte-d'Ivoire, avec les honneurs officiels du ministère de tutelle (toute sa carrière s'est poursuivie dans ce pays) — agronome sur bananier en un premier temps ! — pour prendre la direction générale de l'IRFA. Il a été remplacé par F. POINTÉREAU fin 1983.

**Au Cameroun**, la Station de Nyombé est redevenue pleinement efficace et Ph. MELIN, J.P. GAILLARD s'y sont employés, avec J. MARSEAULT. En 1976, les autorités décident de nationaliser la recherche agronomique et, après négociations, la propriété est concédée à l'ONAREST, avec indemnisation. Le dernier directeur local de l'IRFA, G. PLAUD, quitte Nyombé, mais les liens créés par trente ans de présence ne sont pas rompus et désormais des chercheurs détachés aideront les nouveaux dirigeants : Dr LYONGA, Dr ECKEBIL et M. FOYET (ce dernier dirigeait déjà sur la station les études de technologie fruitière).

L'héritage est excellent ; la bananeraie est sans conteste la plus belle de la zone bananière ; l'exploitation pilote ananas est unique ; les vergers d'avocatiers, agrumes, papayers, manguiers ont apporté leurs enseignements sur les vocations du Mungo. Au cours des années de transition, avec parfois des difficultés financières, R. MALLESSARD maintiendra et améliorera la bananeraie dont on ne doit pas oublier que son revenu a grandement aidé au fonctionnement de la station. J. MONNET finira sa carrière dans les relations avec le petit paysannat où il excellait.

L'antenne d'Ekona, en altitude, au pied du Mont Cameroun avait été créée pour le conseil des planteurs de bananes exportables, surtout du CDC. S'y sont succédés M. BEUGNON, B. AUBERT, puis H. TEZENAS DU MONTCEL ; dans les dernières années, les plantains étaient devenus la préoccupation majeure et la collection la plus importante d'Afrique a été réunie par ses soins.

Peut-on considérer que Nyombé reste un outil de travail pour l'IRFA ? Quoique la station soit utilisée partiellement pour des recherches diversifiées sur les grandes espèces vivrières, les résultats obtenus sur fruits sont disponibles pour les deux parties, mais naturellement sont publiables en priorité par la recherche nationale, devenue DGRST.

A. LASSOUDIÈRE a repris les recherches bananières, avec la participation de Th. LESCOT, tandis que l'ananas et les vergers sont étudiés par D. DUCÉLIER. Ce dernier a remplacé J.Y. REY qui doit lancer les recherches fruitières au Centre-Sud (région de Yaoundé) tout en contrôlant le réseau des vergers de comportement dispersés dans le pays. Au nord, près de Ngaoundéré, A. SIZARET installe pépinières et jeunes vergers.

Il semble donc que le Cameroun soit le meilleur exemple d'un transfert en douceur des responsabilités de recherches aux instances nationales ; pour l'IRFA, cela a été le cas.

Le résultat semble-t-il tient plus aux relations humaines confiantes qu'à la rédaction de contrats.

En zone soudanienne ou sahélienne, l'IRFA ne dispose que de peu de bases ; le départ de Bamako, les difficultés de travailler à Gabougoura, la lente gestation de Korhogo, et l'abandon de Kaédi (Rindiao) à la recherche nationale mauritanienne ne sont équilibrés que par la création d'unités-pilotes (UTP) dont nous parlerons plus loin. Toutefois, des missions régulières permettent de maintenir le contact à Kaédi et d'intervenir en conseil pour les programmes. Les leçons tirées de cette parcelle verte dans le désert, dont les vergers sont adultes et vieillissent, mériteraient d'être appliquées dans un nouveau site analogue.

**Le pôle antillais** ne s'est pas développé fortement après la perte de la station centrale mais, lorsque J. CUILLE devint directeur général en 1973, il appela H. GUYOT à collaborer directement avec lui au Siège, ce qui posa le problème de son remplacement en Guadeloupe. J. LECOQ ne resta que quelques mois à Neufchâteau avant de quitter l'Institut et A. DARTHENUQC fut nommé à ce poste. Il conduisit une politique sensiblement différente de celle de son prédécesseur, sans qu'on puisse pour autant critiquer l'une ou l'autre : des empreintes personnelles marquent toujours les actions menées aux postes de direction.

A. DARTHENUQC laissa aux planteurs le soin d'appliquer les résultats obtenus, aux services techniques de l'organisation professionnelle la tâche des relations avec les producteurs. Conservant des relations étroites avec la profession et les pouvoirs publics, il favorisa la reprise de programmes de recherches à la station de Neufchâteau.

J. GANRY faisait partie (avec J.P. MEYER et J.C. COMBRES) du groupe de bioclimaticiens que J. CUILLE avait recrutés, estimant à juste titre que cette discipline était essentielle en recherche agronomique. J. GANRY, déjà présent à l'arrivée de A. DARTHENUQC, devait développer de nouvelles recherches sur le Cercospora, pour la prévention des attaques et leur prévention et, plus fondamentalement, des études de la croissance et du développement du bananier en fonction de divers facteurs et particulièrement de la température. Il animait un groupe de techniciens et chercheurs : D. SIOUSSARAM, E. BUREAU, J. GOUSSELAND, C. LAVIGNE, J. NOLIN.

On devait revenir à une plus grande activité extérieure pour pouvoir reprendre, en direct avec les producteurs, conscience des problèmes techniques qui leur sont posés. Un constat ancien, mais toujours d'actualité : un bon dosage d'étude de base faisant appel à des dispositifs et des théories de plus en plus sophistiqués, un retour constant aux réalités-explicables ou non — du terrain, et la notion utilitaire des programmes de recherches.

A. DARTHENUQC, qui venait des régions africaines sèches, eut le souci particulier de développer les activités de l'antenne de Vieux-Habitants, dont l'exiguïté était contraignante. Les résultats obtenus étaient prometteurs et la Côte-sous-le-Vent n'est pas sans possibilités en vergers irrigués.

La section ananas de **Martinique** avait été très renforcée par l'arrivée de C. PY dans les années 1960 ; des actions avaient été entreprises dans la zone Caraïbe. M. BARBIER avait trouvé la mort au cours d'une mission en Colombie. J. GUILLEMOT assurait les contacts avec les planteurs de bananes et les expérimentations à l'extérieur. Ph. SUBRA avait pris de nouveaux postes en Amérique latine, Nicaragua, Costa-Rica avant d'être affecté au Siège.

La section IRFA de Martinique était bien équipée en laboratoires (M<sup>me</sup> M. DORMOY s'occupait des analyses de terres, puis des évaluations nématologiques) mais, si les essais ananas pouvaient être bien conduits sur des exploitations extérieures, il n'en était pas de même pour les essais bananiers. On souhaitait depuis longtemps l'installation d'une station. Cela fut réalisé, mais pas dans les meilleures conditions (écologiques et financières). Le choix et l'acquisition de la « Rivière-Lézarde » devait soulever de nombreuses polémiques internes et externes. Ceci se passait au moment de la direction de A. LEFEBVRE. Ph. MELIN fut appelé d'Afrique pour mettre en route cette station ; plusieurs années ont été nécessaires pour connaître et sélectionner les terres à bananiers, installer le système d'irrigation, planter les vergers de limes, etc. Beaucoup d'autres ont participé au développement de l'IRFA en Martinique.

J.L. LACHENAUD a pour sa part maintenu la liaison avec les producteurs, sur le terrain et pendant un temps en direct avec l'organisation professionnelle. Pour la production ananas, après C. PY, ce sont J.J. LACOEUILHE et A. PINON qui ont assuré les recherches nécessaires.

Après A. GUYOT, M. BEUGNON est devenu en novembre 1983 le dernier directeur en Martinique (après plus de trente années d'agronomie bananière).

Enfin, on peut considérer la station de recherches agronomiques de **Corse** (INRA) où sont détachés P.J. CASSIN, R. VOGEL et G. VULLIN depuis 20 à 25 années comme le pôle de recherches sur agrumes, en action commune IRFA-INRA. Les recherches sur le terrain sont réparties, L. BLONDEL, directeur jusqu'à son décès (1982), P. BRUN et les trois spécialistes de l'IRFA ont accompli de janvier 1963 à février 1983 170 missions dans 54 pays différents et dans le monde entier ; cette action extérieure importante montre qu'il s'agit d'une équipe d'experts. Mais il est clair que les agriculteurs de l'île entendent que l'on s'occupe avant tout de « leurs » productions et que l'INRA régionalise ses recherches. Toutefois, l'association des deux organismes a été maintenue, F. LELIEVRE est le nouveau directeur INRA de la station.

On notera que les travaux ont été conduits en liaison étroite avec le laboratoire dirigé par J. BOVE, pour tous les problèmes sanitaires (virus, mycoplasmes...) ainsi qu'avec certains spécialistes IRFA basés à Montpellier (R. HUET, Renée TISSEAU, J. MARCHAL, J. GODEFROY). Il est toutefois clair que la direction technique « Citrus » ou agrumes n'est pas aisément compatible avec des responsabilités de recherches limitées dans le cadre de la S.R.A.

Ainsi, dans les années 1980, l'IRFA dispose d'un corps d'experts suffisant pour assurer les travaux de recherches, les consultations techniques, c'est-à-dire pour répondre à une

**demande** devenue **traditionnelle**. L'outil de travail pour faire avancer constamment les connaissances tend à diminuer outre-mer, par perte du contrôle des opérations, mais se trouve renforcé en France métropolitaine, particulièrement pour les infrastructures créées par le GERDAT « Montpellier.

## 8.2. UN TYPE NOUVEAU DE DEMANDE : POUR LE DEVELOPPEMENT

Au cours des vingt premières années de son existence, les actions de l'I.F.A.C. étaient le soutien des productions préexistantes et souvent organisées. En général, la recherche avait apporté des solutions aux problèmes formulés par les professions. Quand il s'agit de lancer de nouvelles spéculations agricoles, les études techniques avaient pu se faire sur des plantations pilotes avec suffisamment de précision. On travaillait donc déjà pour le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie, mais indirectement.

Au cours de cette période, on avait demandé à l'I.F.A.C. fort peu d'études micro-économiques au niveau des exploitations; certains s'étaient intéressés aux paramètres des prix de revient, soit pour mesurer l'impact d'une nouvelle technique proposée et modifiant le système de production, soit pour disposer d'une base objective, celles fournies par les producteurs et leurs partenaires fiscaux ou autres n'étant pas toujours impartiales.

Tout devait évoluer quand débuta l'époque des études et projets de développement; les experts savaient bien définir les vocations, les potentialités d'une région, mais ils étaient prudents parce qu'incompétents sur les aspects socio-économiques et sur la fiabilité financière d'un projet. Ils conseillaient souvent une dernière phase expérimentale, avec des essais en grandeur réelle.

Cette prudence scientifique convenait rarement aux promoteurs de développement pressés d'obtenir des crédits et des résultats.

Mais, par ailleurs, à partir des années 1960, on pouvait prévoir que les ressources venant des productions exportées (taxes) et des productions propres de l'Institut tendraient à diminuer. Il fallait donc s'assurer l'avenir en commercialisant mieux le stock de connaissances, de savoir-faire, grâce aux experts et moyens de recherches dont on vient d'exposer les grands traits.

R. GUILLIERME quitte l'I.F.A.C. au début de 1973, après trente années d'intense activité, ayant créé avec son équipe un outil efficace pour le progrès des productions fruitières d'outre-mer. J. CUILLE, son successeur, est dans la maison depuis longtemps, ayant eu constamment des postes de responsabilité dont celui de directeur adjoint depuis 1964. Il n'y aura évidemment pas de changements drastiques. Mais J. CUILLE a depuis longtemps perçu les dangers de l'évolution de la demande qui oblige à s'adapter au mieux à une situation nouvelle et fluctuante.

Il n'est pas simple de conduire d'une part l'IRFA comme une entreprise commerciale devant respecter des contrats d'études, détacher

des agronomes ou techniciens, organiser des missions et, d'autre part, d'établir et de faire exécuter des programmes de recherches qui soient à moyen ou long terme sources d'un nouveau savoir-faire utilisable.

Par rapport aux sociétés spécialisées dans les études, projets de développement, qui nous sont concurrentes dans le domaine fruitier, L'IRFA possède des atouts qui sont des experts de phytotechnie mais manque de spécialistes de la micro-économie, de la création d'infrastructures et de l'utilisation de divers matériels.

C'est pourquoi nous avons évoqué en début de ce chapitre une certaine inadéquation entre offre et demande. Son caractère circonstanciel (évolution rapide des besoins de la clientèle) ne remettait pas en cause la fiabilité des Instituts.

La stratégie choisie par la Direction de l'IRFA était de développer les ressources propres résultant de contrats de plus ou moins longue durée pour des études de développement, les partenaires pouvant être des organismes internationaux, nationaux, officiels ou privés. Pour ce faire, elle développera le concept d'entreprise au sein du personnel et s'efforcera de créer une bonne harmonie entre ceux de la recherche et ceux du développement.

Avant de parler de ces « développeurs », il convient de montrer que J. CUILLE eut le souci de maintenir une activité scientifique importante et, en fonction des nouvelles conditions de travail, il convia les chercheurs à trouver de **nouvelles voies de recherches**.

L'époque de la « Station » avec ses essais en champ conduits comme (et parallèlement à) une exploitation pilote était dépassée. Tout au plus les nouvelles générations d'agronomes admettraient-elles son utilité pour apprendre quelques tours de main de la pratique de l'exploitation.

Les études de base devraient recourir au maximum aux laboratoires, aux cultures en phytotrons, enceintes régulées pour le maximum de paramètres possible de façon à mieux cerner les lois générales de la biologie de la plante et de ses parasites, au sens large du terme. L'ambition, quand elle se limitait raisonnablement à des relations définies (Mycosphaerella et température, bananier et température, déficience minérale et réaction des organes du végétal), n'était pas démesurée, encore qu'ont ait songé parfois à aller plus loin dans la connaissance de la physiologie d'une espèce. Mais certains, J. GANRY par exemple, eurent le souci de revenir aux réalités de la culture (avertissements phytosanitaires, irrigation, évolution du grossissement des fruits...), de même que J. GODEFROY eut le mérite d'imaginer une fertilisation adaptée à un constat de ce qui se passait dans une écologie précise.

Les méthodes de recherches antérieures furent remises en cause et elles devenaient d'ailleurs difficiles à maintenir. On remettait en cause également un certain nombre d'études sans aboutissement, et parfois les attitudes mandarines de certains chercheurs, peu nombreux au demeurant, dans leur petite tour d'ivoire.

Les jeunes chercheurs recouraient plus volontiers à des conseillers extérieurs (d'autres organismes)

que leurs prédécesseurs habitués à travailler dans l'isolement. Des points de vue nouveaux apparaissaient. L'effort du GERDAT pour créer des liens entre les spécialistes des Instituts devait être également profitable à l'ensemble.

Une évolution qui n'est pas terminée, encore qu'on ne sache pas précisément quelle sera l'évolution choisie par le CIRAD et par ses tutelles.

La stratégie globale résulte de facteurs divers réagissant les uns sur les autres : souhaits des pays où s'exerce la coopération française, principes retenus par la France, influences des diverses écoles, groupes d'intérêt, partis, etc. Après le départ de l'IRFA du Président REY, en 1976, R. LEDEME fut le dernier Président avant la dissolution de l'association en vue de la fusion décidée par les pouvoirs publics. Il était tout à fait le représentant des professionnels liés aux fruits « exotiques », d'un bout à l'autre de la filière. Ces productions devront-elles chercher ailleurs les appuis techniques permanents dont elles ont toujours ressenti la nécessité ?

Sous le terme de **développement**, on entend toute opération utilisant des résultats de recherches à des fins de production économiquement valable, de quelque type qu'elle soit. On pourra constater une grande diversité dans la demande :

- demande d'un détachement d'ingénieur au sein d'un projet à mettre en route, déjà en cours, ou d'une exploitation à rénover ;
- demande d'interventions courtes (missions) ou éventuellement répétées ou au contraire d'une participation avec responsabilités, pour plusieurs années.

Mais on constatait fréquemment que l'utilisation de techniques et de résultats acquis antérieurement ne pouvait se faire sans risque dans un milieu imparfaitement défini ; le manque de connaissances des comportements socio-économiques était plus prononcé encore que celui des conditions écologiques.

J. CUILLE proposait une phase intermédiaire entre recherche et développement et, pour simplifier, on évoquera l'UTP, **Unité Type de Production**, qui était un modèle en réel, évolutif et intégré : production dans une écologie donnée, commercialisation des produits dans un cadre humain donné, effets induits au plan socio-économique. Quoiqu'on puisse reprocher à la méthode son caractère théorique et général, les unités-pilotes s'imposant dans un paysage, on doit considérer la particularité de la culture fruitière, même mélangée à des cultures de plantes à cycle court, vivrières le plus souvent. Quoique les manguiers et les palmiers-dattiers puissent prospérer sur des sols apparemment secs, mais ayant une nappe phréatique peu profonde et de bonnes remontées d'humidité, que l'anacardier enfonce profondément son pivot radical et soit aussi rustique, tous les arbres fruitiers, tels agrumes, avocats, tous les ananas, papayers, bananiers réclament une irrigation régulière et non pas un simple appoint.

Or, ce sont les pays à longues saisons sèches de climat guinéen, soudanien ou sahélien qui sont fortement demandeurs de fruits, absents dans les villes et parfois encore plus dans les campagnes les plus déshéritées. Le transport des produits frais étant presque toujours difficile et onéreux,

les efforts se sont portés sur la création de « ceintures vertes » autour des agglomérations, quand l'eau nécessaire est présente, en surface ou en profondeur. Les producteurs font alors des « légumes », feuilles vertes, piments, tomates, gombos, etc. Les fruits demandent plus de place et plus d'eau. Ils devront être produits à plus de distance. Une organisation est nécessaire. Et auparavant un modèle technique : c'est le pourquoi de l'UTP. Il ne peut s'agir d'une agriculture traditionnelle modifiée, d'une intrusion dans un système céréalier. Les fruits n'existaient en général qu'au niveau des habitations et servent à l'autoconsommation.

La conception de l'IRFA, contraire à quelques théories, est que l'on doit créer une tache verte irriguée en requérant la plus grande sécurité puisque les arbres peuvent disparaître par suite d'un accident dans l'irrigation. Dès que l'on irrigue plusieurs mois, les frais sont élevés et le terrain doit être utilisé au maximum, à la chinoise.

Aussi, presque tous les modèles que l'on a offerts sont effectivement des unités intensives ; au Sahel, c'est l'oasis améliorée avec des associations végétales étagées qui aboutissent avec l'âge à la palmeraie et les petites cultures protégées sous le couvert. En région soudanienne, c'est le réseau de brise-vent protecteurs, à l'intérieur duquel se trouvent des vergers composites ou homogènes, des bananiers et papayers, des manguiers et goyaviers, des ananas...

Les UTP étant des modèles, la phase d'extension du modèle et son acceptation par des groupes de paysans reste la plus délicate à atteindre.

C'est en **Haute-Volta** (aujourd'hui **Burkina Faso**) qu'un ensemble d'opérations de ce type a été implanté. Il a résulté (en 1976) de la volonté commune des responsables de l'Agriculture, de la CCCE (M. GIGNOUX) et de quelques-uns de l'IRFA.

On peut ouvrir une parenthèse sur les vocations de « développeur » dans l'Institut. C'est sans doute F. POINTEREAU qui représente bien la tendance dans le corps des agronomes et chercheurs, à tel point qu'en un temps il proposa la création d'un organisme parallèle. En 1963, sur la côte ouest malgache, près de Majunga, A. LEFEBVRE installait une série d'essais sur anacardiens, espèce qui était abondante dans la région. Des études sur l'aménagement des peuplements naturels allaient de pair avec la création de plantations pilotes (Betangirika). Une usine était installée à la Somahabibo, société habilitée par les autorités à collecter et traiter les noix cajou, avec tout l'appui technique de l'IRFA. En l'occurrence, F. POINTEREAU fut la cheville ouvrière de l'organisation des paysans sur des superficies de 30 000 ha environ. Les résultats furent variables mais d'abord assez prometteurs. L'action fut interrompue pour des motifs politiques. Les feux de brousse non contrôlés détruisirent entre autres les zones expérimentales.

F. POINTEREAU, J.C. PRALORAN, F. DE LARO USSILHE et quelques autres devaient être dans les vingt dernières années les « définisseurs » des vocations fruitières de divers pays soucieux de l'avenir des populations, en alimentation, santé et revenu.

Une des missions de définition concernait le Burkina Faso Ph. SUBRA dirigeait les opérations de développement. J. CUILLE intervenait souvent et directement sur le terrain. C'est à J. BOURDEAUT que fut confiée la réalisation de l'ensemble d'unités-types de production (Bazega, Kou, etc.). L'organisation des premières filières jusqu'à distribution révélait les arcanes de la distribution, les exigences du marché. Des campagnes de collecte de mangues pour l'exploitation par voie aérienne furent également des expériences de terrain enrichissantes.

Après six années de travaux et diverses modifications de programmes, de nombreux enseignements doivent être tirés. Les changements politiques survenus ont généré le Burkina Faso mais les problèmes de développement demeurent. Les résultats obtenus ne peuvent qu'être utiles à tous les pays écologiquement similaires.

Alors que les plantations installées au Burkina Faso devaient être des modèles pour des sociétés de paysans, de petites coopératives ou même des personnes privées pouvant investir (les mêmes UTP étant aisément des centres de formation pour des jeunes paysans), l'opération Gaya au **Niger** part sur d'autres principes, et en particulier sur la livraison, à des candidats paysans du lieu, de petites parcelles dont ils seront usufruitiers, étant entendu que des services communs et un contrôle technique seront conservés. La présence d'un conseiller de l'IRFA a été utile, malgré des conditions de travail difficiles. Le bilan est globalement positif mais reste à interpréter avec un peu de recul.

On peut toutefois penser que la dimension de l'UTP a une grande importance et doit varier en fonction du cadre socio-économique. Mais les paysans en Afrique comme ailleurs ont une grande faculté d'adaptation. On peut en donner quelques exemples.

En **Côte-d'Ivoire**, on pourrait étudier de près l'évolution en quelques décennies du chasseur-pêcheur-agriculteur en planteur, ayant quelques hectares de caféier ou cacaoyer et quelques manœuvres salariés. L'exploitation de l'ananas pour l'usinage, en petites soles (3 ou 4 de 0,5 à 1 ha, C. PY et coll.) plantées et entretenues par chaque coopérateur, a pu être mise au point en 4 ou 5 ans par A. PINON; ce sont les difficultés financières de l'usine (liées à une crise plus générale) qui perturbèrent cette expérience en grandeur réelle.

Naturellement, étant donné la précision des techniques à appliquer pour cette culture, un encadrement strict est nécessaire et une discipline doit être obtenue. Ce qui est toujours difficile au niveau du paysan, individualiste et indépendant dans tous les pays.

Au **Cameroun**, des planteurs nationaux ont créé des plantations d'ananas au voisinage de Nyombé, tout d'abord avec succès puis une dégradation s'est fait jour, montrant que le suivi n'était pas encore suffisant. Pour cette culture, une discipline d'ensemble est nécessaire. C'est d'ailleurs le cas également en Côte-d'Ivoire.

A. GUYOT a particulièrement étudié ces problèmes de production de produits frais, ou de l'ananas pour conserverie (Est-Comoé).

Une première expérience de culture de l'ananas en **Casamance** a un côté burlesque. Ce sont des

femmes qui se regroupent et qui plantent leurs micro-parcelles dans un petit ensemble clôturé (1 ou 2 ha); arrosage à l'arrosoir, traitements et récolte: vente locale ou sur les agglomérations. Très bon rapport! l'expérience prend fin avec la disparition du comptable.

Mais dans le même pays se poursuit depuis une vingtaine d'années une expérience de production de bananes, à laquelle s'ajoute depuis peu une production d'ananas. L'IRFA a fourni constamment des conseillers (V. FURON, G. PLAUD, J. KAPLAN, G. MONTAGUT, M. BEUGNON, J. GUILLEMOT) dont l'unique responsabilité a été pendant un temps la conduite des pépinières (Singhère) pour fournir le matériel végétal aux coopérateurs. Le financement est apporté par le FED européen et la gestion est confiée à une organisation nationale.

Les coopérateurs paysans doivent pratiquer une culture intensive irriguée avec traitements chimiques diverses (floraison pour ananas, maladie foliaire pour bananier). Bien que nos ingénieurs aient eu de grandes difficultés à faire passer leurs conseils, et qu'une bureaucratisation exagérée soit un facteur d'insuccès (obtention des carburants pour l'irrigation, ou des pièces pour réparations...) on sait maintenant que certains paysans sont très capables de s'assurer un revenu élevé alors que leurs voisins ne le font pas. Ce constat montre bien que, comme en Europe, l'esprit d'entreprise, l'intelligence agricole sont irrégulièrement distribués.

On constate donc que, à raison d'un encadrement valable, il est possible de former en quelques années de bons arboriculteurs, de bons planteurs de bananes et d'ananas. Sans doute ne faut-il pas aller trop vite, outre-mer comme dans les pays de climat tempéré.

La contribution au développement s'exerce dans d'autres cas parfois difficiles, avec des succès et des échecs: ces derniers tiennent souvent à des circonstances, parfois politiques, humaines et rarement uniquement techniques.

Quelques exemples doivent être donnés:

En **Algérie**, une action pour l'amélioration, la rénovation des vergers d'agrumes et de rosacées fruitières s'est poursuivie plus de dix ans (les années 1970), sous la conduite de J.C. PRALORAN, avec un temps M. LARUE et quelques jeunes techniciens ou ingénieurs. Plusieurs études approfondies ont porté sur l'état de l'agrumiculture, les possibilités du Haut-Chelliff, tandis que la Station de Boufarik était remise en route. Une assistance technique dont les résultats ont été positifs, mais insuffisants en regard des efforts et des travaux réalisés. Les difficultés pour qu'il soit tenu compte des préconisations sont telles que les agronomes ne voient pas d'impact sur le terrain.

En **Somalie**, le rôle de conseiller pour une opération d'implantation d'une ferme d'agrumes a été difficile à tenir, les responsabilités de direction des travaux échappant complètement à l'IRFA. Aussi Th. LESCOT, H. VANNIERE ont-ils perdu beaucoup de temps à tenter de faire accepter leurs points de vue. La procédure du FED est de donner la maîtrise de la gestion des projets aux autorités nationales, principe sans doute bon en lui-même, mais conduisant à des contradictions lorsque la technique veut imposer ses besoins en équipements et en



travaux. L'opération bananeraies de Casamance, signalée ci-dessus, présente aussi des inconvénients de ce type: les procédures de financements ne s'adaptent pas à la création et à la conduite des exploitations.

Une autre cause d'échec est la rigidité de certains contrats, ne permettant pas de rectifier les financements, lorsque la situation l'exige.

C. DIDIER, après avoir travaillé pour l'IRFA en Algérie, fut envoyé en **Irak** pour participer à la mise en place d'une station d'arboriculture, et d'agrumes en particulier. Les difficultés ont été grandes pour obtenir un logement correct et des moyens de travail. On renonça à une opération qui s'annonçait bien: elle ne payait pas les frais.

Au **Togo**, après des missions de J.C. PRALORAN, P. MUNIER, A. SIZARET, en vue de lancer avec une organisation, la TOGOFRUIT, une production nationale destinée à l'approvisionnement urbain, ce dernier ingénieur est autorisé à un détachement (1973) qui lui permettra la mise en place des pépinières et des premiers vergers. Techniquement réussie, l'action n'est pas poursuivie, par méconnaissance de la nécessité de suivre des vergers au moins jusqu'aux premières fructifications.

Au **Gabon**, l'IRFA fournit des missions, puis des personnels détachés à une société de développement chargée de promouvoir des productions vivrières (plantains) et fruitiers.

Dans le même pays, un ingénieur, G. MONTAGUT, est détaché comme conseiller auprès d'une société nationale, la SONADECI. Des résultats positifs seront obtenus dans divers projets agricoles.

Une plantation pilote fruitière est établie à Okoloville, près de Franceville, A. SIZARET se charge une fois de plus du démarrage des pépinières et des mises en place des vergers. Il est relevé par un jeune ingénieur, F. MADEMBAS, qui terminera avec efficacité cet ensemble unique au Gabon. Malheureusement, les informations manquent sur le suivi et sur les caractéristiques des premières productions.

Au **Cameroun**, les premiers détachements auprès de l'O.C.B. (organisation Camerounaise de la Banane) PH. MARTIN, J. MARSEAULT ont été efficaces à l'époque de l'implantation des plantations industrielles de reconversion (années soixante) mais, ensuite, leurs conseils ont été rarement suivis. Sans autorité sur les personnels, leur action a été faible et, finalement, le détachement dévalorisant. Après une forte crise de la production bananière exportée, l'OCB a demandé de nouveau à l'IRFA une aide technique, qui a été assurée par R. MALLESSARD d'une manière efficace, grâce à un certain degré d'autorité concédé dans la conduite et la gestion techniques. Ce qui confirme que les conseillers ont le plus souvent un rôle fictif ou qu'ils constituent une couverture pour les véritables responsables. Sauf rares exceptions.

Ces exemples sont loin de donner un tableau complet des interventions de l'IRFA: on devrait parler de la série de missions de C. PY en **Guinée**, dans les années 1970 et jusqu'à ce jour. Le projet financé par la Banque Mondiale

pour établir une production paysanne d'ananas échoua pour des motifs de revenus: les agriculteurs se révélaient parfaitement capables de conduire une culture délicate et de suivre les conseils de gens compétents, mais ils se considéraient comme frustrés du fruit de leurs efforts. Encore un échec d'origine politique.

Ce n'est pas notre objectif de tirer les leçons d'une période riche en actions ayant le développement des productions fruitières comme but. La multiplicité des situations, la diversité des problèmes techniques, sociaux, devraient aboutir cependant à quelques conclusions sur les assurances de tous ordres dont il paraît a posteriori prudent de s'entourer. Pour l'IRFA, engagé fortement dans ces spéculations, **le bilan** n'est pas négatif mais a comporté ou comporte encore avantages et inconvénients. Le plus important semble-t-il actuellement est de connaître la stratégie du CIRAD envers les utilisateurs de la recherche. On peut revenir aux seuls contacts avec les autorités intermédiaires, qu'elles soient officielles (service d'agriculture, de développement) ou privées (organisations professionnelles, coopératives). Le CIRAD se concentrera-t-il sur une recherche de haut niveau, laissant le domaine de l'application phytotechnique à des organismes différents? Enfin les interventions diverses, missions de définitions, établissements de projets, détachements de personnels seront-ils admis ou même préconisés?

Avant que de revenir à ces problèmes fondamentaux, on peut faire quelques observations sur les dernières années d'indépendance de l'IRFA. Pour faire une politique d'interventions pour le développement, des adaptations ont été nécessaires: formation ou compléments de formation agro-économique, sensibilisation des experts aux aspects de rentabilité des exploitations, prise en compte des facteurs sociologiques, économiques...

L'utilisation maximale des ressources en hommes pour répondre aux demandes dites pour le développement n'a pas été sans répercussions sur le corps des agronomes, chercheurs, spécialistes. La question était: quel avenir pour l'Institut? Quel avenir pour eux-mêmes?

Si les tâches de l'agro-économiste, du spécialiste d'une culture, apportaient des satisfactions éventuelles, bâtir un projet cohérent, utiliser des connaissances, constitue généralement une tâche peu appréciée à son juste prix, les ingénieurs détachés recueillaient souvent les fruits amers du semi-échec, du manque de réponse du paysannat, des obstacles administratifs, des dissensions masquées. Beaucoup de chercheurs regrettaient que l'Institut se disperse trop dans des opérations plus ou moins risquées.

Aux deux questions précédentes, peut-on ébaucher des réponses? L'avenir de l'Institut ne dépend que des pouvoirs publics, et moins de son efficacité et de sa fiabilité que des objectifs de la politique de coopération française. L'avenir du chercheur dépend d'un plus grand nombre de paramètres.

Chaque pays assure ou demande la formation de son propre corps de chercheurs. Si la vocation de l'agronome ou du spécialiste de terrain n'apparaît pas encore nettement, elle surviendra

lorsque les laboratoires et bureaux seront saturés. Cela n'est pas une évolution rapide, certes, mais elle a débuté cependant. Chaque pays ne peut entretenir à grands frais des spécialistes de chaque culture. Le problème est donc de maintenir dans un Institut ces spécialistes, experts dans un domaine étroit. Et une recherche qui soit à la fois de haut niveau et toujours orientée vers les problèmes réels de production.

J. CUILLE avait depuis quelques années cherché à répondre aux besoins de pays qui se limitaient raisonnablement dans leurs propres ambitions de recherches; il imaginait des unités d'intervention formées d'équipes pluridisciplinaires avec

éventuellement leur matériel mobile, micro-laboratoires, appareillages de mesures microclimatiques, biologie. En cas d'apparition d'anomalies de nutrition, de maladies ou «pestes», l'intervention pouvait être rapidement décidée.

Une dernière observation: le personnel scientifique a été soumis ces dernières années à l'utilisation constante et soutenue, pour la majorité. Les publications de résultats ont pris du retard, la valorisation des travaux en cours ou parfois terminés n'étant pas suffisante. Beaucoup auraient souhaité une année sabbatique, un complément de formation, afin d'être plus efficaces, plus spécialisés.

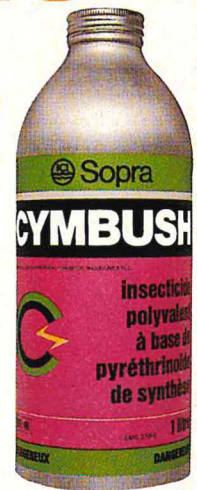
# CYMBUSH®

## Le choc qui tue sans risques

Cymbush a une efficacité immédiate et une très longue persistance d'action pour protéger vos cultures contre les parasites qui réduisent vos rendements.

Cymbush est le nouvel insecticide très polyvalent, autorisé pour plus de 50 utilisations.

**Enfin Cymbush, l'insecticide de vos cultures.**



M.A.O.

® Marque déposée Imperial Chemical Industries PLC.  
Cymbush : 100 g/litre cyperméthrine - tab. C - A.V. n° 8000382.



**Sopra**

## UNE CONCLUSION DIFFICILE

Les quinze dernières années de l'IRFA auront été non pas un déclin, mais une lutte pour s'adapter à de nouvelles circonstances. Années certes difficiles, conclusions difficiles. La recherche d'un équilibre financier dans le maintien de l'acquis : experts et outils de travail. Si la souplesse qui a été la caractéristique du fonctionnement des petits instituts pouvait être conservée, de nouvelles adaptations à des objectifs précis pourraient être réalisées.

Naturellement, la tentative de retracer brièvement la vie d'un Institut auquel on a appartenu certes avec quelque passion dérive rapidement vers le panégyrique. D'autres documents présentent systématiquement les résultats obtenus sur le plan technique. Nous ne ferons pas le bilan économique parce que ce serait une opération délicate et difficilement chiffrable. La production bananière des pays français ou francophones a été sauvée des maladies et des prédateurs plusieurs fois, et l'IRFA a contribué largement aux conversions variétales. Le développement de la production d'ananas — frais ou conserve — a été pour une bonne part l'ouvrage de l'IRFA. Il est possible qu'en son absence il n'eût pas eu lieu. Toutes les études de systèmes de cultures fruitières bien adaptées aux zones climatiques, les ateliers pilotes de technologie pour la transformation artisanale des fruits, leur conservation ont eu des retombées connues et inconnues. Les pépinières ont livré des dizaines de milliers de plants d'arbres ; ceux qui ont survécu font la richesse et la santé de leurs propriétaires.

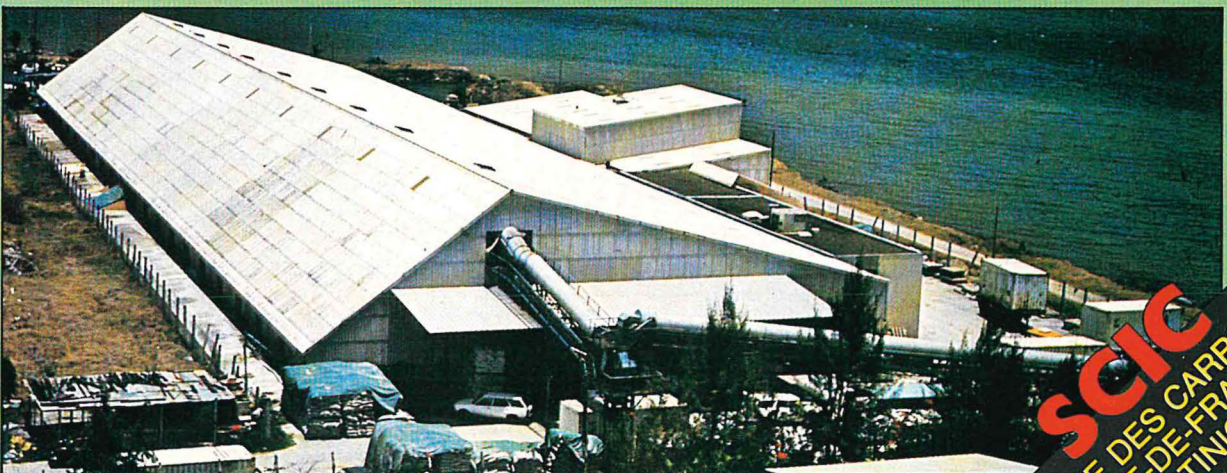
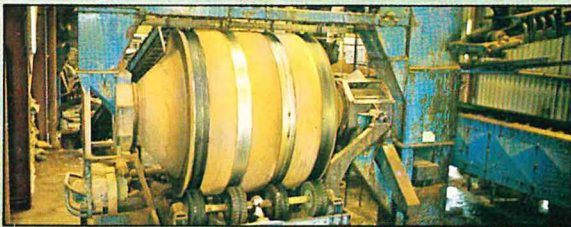
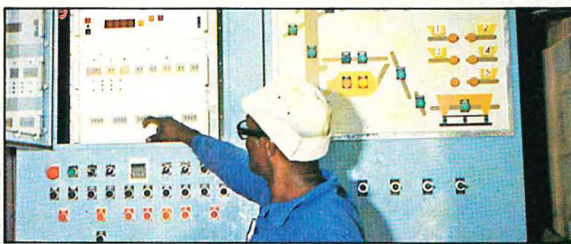
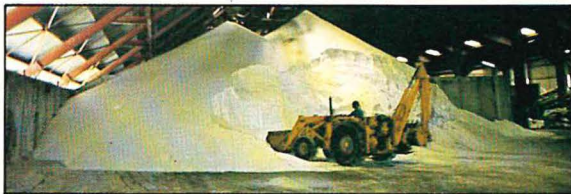
Le service de documentation a répondu à des milliers de questions, publié quelque 90 000 analyses de documents conservés pour beaucoup en microfilms ; 3 000 articles sont parus dans la Revue FRUITS.

Quoique la notion de « prestige » de l'Institut provoque parfois les sourires sceptiques des technocrates, tous ceux qui ont voyagé en Amérique latine, en Chine ou dans les pays des Grands Lacs africains savent ce dont il s'agit. On vous parle de la Revue plus que de l'IRFA, on vous cite des articles dont vous ne vous souvenez plus guère. Ce prestige est impossible à traduire en chiffres, n'est-ce pas ?

On doit souhaiter que les liens étroits établis avec les professionnels des productions, exportations et commercialisations fruitières soient maintenus. Le dernier Président de l'IRFA, R. LEDEME était le meilleur garant de cette vocation de toujours puisqu'il dirige le Groupement d'Intérêt Economique Bananier français. Tous les Instituts du GERDAT n'ont pas eu cette chance dans le passé, et certains cherchaient des interlocuteurs, à la quête d'un message. Les agronomes et chercheurs de l'IRFA sont reconnaissants aux planteurs de leurs enseignements et de leur aide. S'ils ont ensuite œuvré pour innover des systèmes performants, c'est en toute modestie.

Ainsi cette note veut-elle être un hommage à tous ceux qui ont travaillé à l'Institut de Recherches Fruitières, IFAC devenu IRFA, ses dirigeants, techniciens, ouvriers, ingénieurs, chercheurs... ceux qui ont disparu, ceux qui restent, ceux qui vont continuer l'ouvrage dans un nouveau cadre. Conservant les Instituts comme « Départements » sans abolir les sigles sous lesquels ils se sont illustrés, les pouvoirs publics français ont promis de maintenir la réputation, gagnée sur le terrain, de chaque Institut. Le CIRAD, organisme qui les a absorbés en fin 1984, est dans l'obligation de faire encore mieux.

Rédigé par **J. CHAMPION**  
*avec la collaboration  
de ses amis de l'IRFA.*



## SOCIÉTÉ CARAÏBE D'INDUSTRIE CHIMIQUE

### ★ Une industrie au service des Agriculteurs

Par la grande diversité de nos formules d'engrais et par notre procédé de fabrication, nous pouvons satisfaire les besoins des planteurs en répondant aux spécificités de chacune des cultures.

### ★ Une industrie compétitive

Nos prix sont comparables à ceux pratiqués en Métropole pour des formules d'engrais équivalentes.

### ★ Une industrie exportatrice

Sur une production annuelle d'engrais de 70 000 tonnes, 50 % sont exportés sur des pays tiers et 25 % sur la Guadeloupe et la Guyane Française.

# SOCIETE CARAIBE D'INDUSTRIE CHIMIQUE



## UNE NOUVELLE USINE D'ENGRAIS AU SERVICE DE L'AGRICULTURE ANTILLO-GUYANAISE

### ENGRAIS :



- Capacité de stockage matières premières 20 000 T.
- Capacité de livraison journalière 250 T. en sacs.
- Possibilité de livraison en vrac.

Notre procédé de fabrication nous permet de répondre aux besoins spécifiques de chacune des cultures.

### AMENDEMENTS :



- Capacité de production annuelle 20 000 T.
- Capacité journalière 80 T. en sacs.
- Possibilité de livraison en vrac.

Notre filiale, la SCAC, exploite le gisement de carbonate de chaux à SAINTE-ANNE.

La dimension de notre entreprise constitue une garantie d'approvisionnement pour tous nos clients et une garantie de compétitivité de nos prix de vente.

SCIC Pointe des Carrières Fort de France Tél : 73.21.11

## PASSE ET AVENIR DU C.I.B.

Le 26 mai 1982, dans le grand hall d'honneur du Palais de Chaillot à Paris, le Comité Interprofessionnel Bananier célébrait avec éclat son Cinquantenaire.

C'est en effet le 5 décembre 1932 que se tint l'Assemblée Générale Constitutive du C.I.B. qui avait pour mission d'assurer la protection de la banane française et la défense des intérêts de ses membres. Ce premier Comité réunissait les représentants de la production, de l'importation, des Compagnies de Navigation et des affrèteurs (au total 12 membres), présidé par Monsieur TAUDIERE, Député des Deux-Sèvres, et honoré d'un Comité de patronage riche de 3 Ministres, 2 Gouverneurs, 10 Parlementaires et de nombreuses personnalités publiques et privées.

Monsieur Henri EMMANUELLI, alors Secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'Outre-Mer, présidait cette cérémonie, accueilli par Monsieur Victor SABLE, Député de la Martinique et Président du C.I.B. depuis 30 ans, par Monsieur Edouard QUIGNON-FLEURET, premier Vice-Président, et par Monsieur René LEDEME, Président de Groupement d'Intérêt Economique Bananier (G.I.E.B.). De nombreuses personnalités avaient tenu à être présentes, ainsi que des professionnels amis venus des U.S.A. et de toute l'Europe, afin de marquer la sympathie et l'intérêt qu'ils portent au Comité.

Ce Cinquantenaire a été marqué par une belle plaquette retraçant l'histoire du Comité depuis les premières réunions de 1931, les interventions gouvernementales, lois et décrets de 1931 et 1932, les premières difficultés et les premiers succès, son effacement durant la guerre, sa renaissance en 1951 avec une brève modification de nom; les changements de composition dont l'élargissement de 1969 et l'apparition du Comité restreint Interprofessionnel Bananier (C.R.I.B.). L'ouvrage, abondamment illustré de documents anciens et récents accompagnait les étapes de cette histoire. Monsieur SABLE remettait également au Ministre et aux personnalités une médaille commémorative frappée par la Monnaie de Paris.

Quatre allocutions furent prononcées: celle de Monsieur EMMANUELLI, que nous allons très brièvement évoquer, retenait la plus grande attention.

Le Ministre avait observé d'abord que ce 50<sup>e</sup> anniversaire «où sont représentés tous les stades de la filière et toutes les zones géographiques» était «sans doute l'aboutissement d'un effort considérable et non dû à un effet spontané»; puis il avait analysé ce «marché exemplaire» tant au plan de la coopération que par son type d'organisation, un «modèle particulier de coopération entre la France et les Pays Africains», le «caractère d'unicité qui crée des obligations» — pour focaliser cette première partie: «Organisation exemplaire, unique, qui n'est pas le fruit du hasard si elle a été celui de la nécessité» dont il avait souhaité qu'elle durât cinquante ans de plus. Le Ministre avait traité également le grand sujet de l'actualité d'alors: la création des Offices de produits, donc, entre autres, de fruits. Il avait rappelé qu'un groupe administratif de travail, constitué dès octobre 1981 «a bien travaillé et remis un rapport de synthèse qui ouvre une large concertation avec la profession». Il avait esquissé quelques réformes souhaitables, notamment en matière «d'information des planteurs» et de «classement des bananes par catégories», «la nécessité d'ouvrir la discussion sur les classifications». Il avait annoncé enfin «une large concertation avec la profession».

A la fin de 1982, à l'appel de l'Administration, l'Interprofession a donc été réunie, en groupe central et en sous-groupes, pour débattre de la FILIERE BANANE.

De larges échanges de vues, très ouverts, où chacun a pu librement s'exprimer, ont permis d'évoquer les problèmes essentiels.

En conclusion de ces débats, fort enrichissants, les participants, dans leur quasi unanimité, tout en notant les problèmes encore à résoudre, se sont félicités des résultats déjà obtenus. Les progrès ont été indéniables et ont prouvé à l'évidence l'excellence de l'organisation conduite par le C.I.B. Citons en particulier que :

- le Français reste aujourd'hui encore un des premiers consommateurs de bananes en Europe, malgré la concurrence d'une abondante production de fruits locaux et les difficultés économiques existant en France comme dans les pays voisins;
- la marge de commercialisation, du quai départ à l'étal du détaillant, est la plus étudiée et la plus remarquable du monde.

La Loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 a porté « création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés ». Un décret d'application a institué « l'Office National des Fruits et Légumes et de l'Horticulture (O.N.I.F.L.H.O.R.) » et pour l'Outre-Mer « l'Office de Développement de l'Economie Agricole dans les Départements d'Outre-Mer (O.D.E.A.D.O.M.) ». Des offices par produits ou groupes de produits ont été créés. Un Office pouvait-il se substituer au C.I.B. ? Le C.I.B. pouvait-il, maintenu, se substituer à l'O.D.E.A.D.O.M. ?

Lors du débat à l'Assemblée Nationale, Monsieur Victor SABLE a fort justement rappelé au Ministre de l'Agriculture :

- que le C.I.B. était antérieur au plus ancien des offices, celui du blé, l'Office National Interprofessionnel des Céréales — O.N.I.C. — qui n'a été créé qu'en 1936;
- qu'il était totalement représentatif, puisque toutes les professions concourant à la production, au transport, à la distribution y étaient représentées ainsi que les divers Ministères concernés;
- qu'enfin les missions et objectifs du C.I.B. étaient identiques à celles d'un office-produits et se résumaient en quelques mots-clés : évaluation des productions et des besoins; confrontation permanente de l'offre et de la demande par le rapprochement en séances des familles de l'interprofession; gestion du marché par la surveillance des prix;
- information de l'Interprofession: bulletins mensuels et spéciaux;
- publicité autofinancée destinée au développement de la consommation;

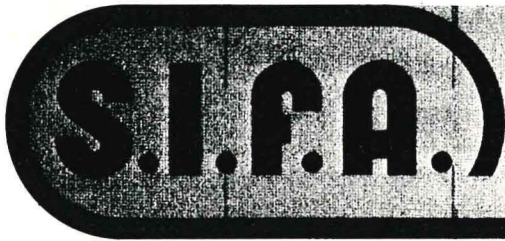
De plus, le Président SABLE a fait observer que le C.I.B. présentait un caractère absolument original, celui d'un organisme à vocation plurinationale tandis que les offices étaient strictement limités à l'hexagone.

Les Ministres Tuteurs de ces nouveaux organismes, MM. Michel ROCARD, alors Ministre de l'Agriculture, et Georges LEMOINE, Secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., ont adressé au Président SABLE une lettre commune datée du 6 septembre 1983 dans laquelle ils affirmaient :

« Comme le prévoit l'article 2 du décret de création de l'O.D.E.A.D.O.M., l'Office n'est nullement tenu d'exécuter lui-même toutes les interventions: ainsi l'organisation du marché de la banane qui depuis 1951 puis 1959 relève du C.I.B. et du G.I.E.B. donne-t-elle tout à fait satisfaction en ménageant en permanence les intérêts des planteurs et ceux des consommateurs et en permettant à nos partenaires africains de bénéficier d'une garantie de débouchés sur le marché français.

Ces Organismes interprofessionnels pourront tout à fait à l'avenir conserver leurs fonctions actuelles et comme vous le suggérez, une convention pourra si nécessaire être passée entre l'O.D.E.A.D.O.M., le C.I.B. et le G.I.E.B. pour formaliser lesquelles des actions de sa compétence l'O.D.E.A.D.O.M. confie au C.I.B. et au G.I.E.B. ».

Ceci assure la pérennité des institutions professionnelles et consolide leur autorité.



*Département Import*

## BANANES

**IMPORTATION**

**MURISSERIE**

**S.I.F.A.**

**meneux-de-reynal**

**S.A.**

**S.A.**

Capital 1.000.000 F

Capital 5.000.000 F

**20, rue de Provence**

**20, rue de Provence**

**B.P. 332**

**B.P. 359**

**94153 RUNGIS CEDEX**

**94154 RUNGIS CEDEX**

Télex 270749 SIFABAN

Télex 201315 MENREYN

Bâtiment D9

Tél. 687.24.31 +



**FRUITS EXOTIQUES: ananas, avocats...**

**PRODUITS DE CONTRE-SAISON - AGRUMES**





France

**SEPPIC PHYTO**

**HOMELITE  
CCRI**

*Tronçonneuse - Débroussailleuse  
Générateur - Pompe*



**SOPRA**



**PROLABO**

**Monsanto**  
MONSANTO AGRICULTURAL  
PRODUCTS COMPANY

**Rhône-Poulenc**

## FONGICIDES

Anti-Oïdium - Benlate O.D. - Benlate S.T. 50 % W.P. - Cerebel - Cereflor - Ceretal - Cryptonol - Daconil 2787 - Fungaflor 500 B, 75 C, 80 EC - Mycodifol F. et L. - Sepi-cuivre.

## HERBICIDES

Aksol - Amex - Bulbaclor - Désherbant Dupont 50 L - Gramoxone «2» - Gramoxone Spécial - Hyvar «X» - Karmex 80 % - Linamex - Monamex - Priglone «2» - Radoxone TL - Reglone «2» - Roundup - Solarex - Sylvoxone 850 - Stompquino - Tordon 22 K - Seppic - Trisol - Vegadex - Velpar 90 «S» - Fusilade.

## INSECTICIDES

Actellic - Anti pucerons Seppic - Dacamox - Gammacol - Lannate 20 % - Mirex 300 - Perthrine - Pirimor - Primicid 10 % G - Rogor 50 - Sopra M 40 - Soprathion 5 % G - Soprathion 10

## ACARICIDES et ANTI-TARSONEMES

Animert V 101 - Dorver - Tedion extra - Thiodane super.

## MOUILLANTS et ADJUVANTS

Folicote - Seppic 11 E - Soprader 85 - Sopragral - Sopratom - Agral.

## PRODUITS SPECIAUX et MATERIEL

Anti-limaces - Désherbant allées, arbustes, gazon - Embark 25 - Monsanto 8000 « Polado » - Multitraitement Pulvérisation, aérosol, protection totale Sepivam Super - Sylade... Pulvérisateur 2 l, 5 l... Chemihoe.

## NOUVEAU RATICIDE

Muferat - Matrak R - Diferat

## RATICIDE à base de differeacoul

**P. AUTOUR & Cie**

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 100 000 F - R.C. 7 B 106

*Produits chimiques et Matériel agricole*

BERGEVIN  
BOITE POSTALE N° 281  
ADRESSE TELEGRAPHIQUE PROCEMA

97158 POINTE-A-PITRE  
TELEPHONE 82.24.43  
Télex 019088 GL

**Ets**

**R. COUILLOUX**

**A. DE PINDRAY**

**SUCCESSEUR**

9, rue Rontaunay - SAINT-DENIS

Tél.: 21.12.89

*Tout pour  
l'Agriculture*

---

- Engrais simple et complexes granulés SAINGRAL
- Herbicides - Insecticides  
« Rhône-Poulenc »
- Pulvérisateur et atomiseur  
« Fontan »
- Parasols forains  
de 6 à 12 m<sup>2</sup>

*Afin de soutenir le marché bananier et de l'organiser de manière à le soustraire aux à-coups toujours préjudiciables aux Producteurs, une organisation interprofessionnelle bananière a été réalisée dont les trois éléments sont les suivants :*

## **LE COMITE INTERPROFESSIONNEL BANANIER**

---

qui regroupe l'ensemble des familles professionnelles et les Administrations concernées. Il s'efforce de maintenir un équilibre satisfaisant entre la

production et la consommation de manière à éviter la chute des cours comme il s'en produit souvent sur le marché international.

## **LE GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE BANANIER**

---

intervient pour pratiquer des importations de Pays Tiers lorsque les productions des pays de la Zone Franc (Antilles, Côte d'Ivoire, Cameroun) ne sont pas suffisantes pour la consommation métropolitaine. A la suite des

deux cyclones dont les Antilles ont souffert, il a permis de maintenir en France une consommation soutenue de bananes, facilitant la réintroduction des productions de la Zone Franc dès le retour des fruits antillais.

## **LE COMITE DE PROPAGANDE DE LA BANANE**

---

qui s'efforce de maintenir et d'augmenter la consommation de la banane et qui fait front aux nom-

breuses actions publicitaires engagées tant par les autres fruits concurrents que par les desserts lactés.

---

Pour tous renseignements, s'adresser au

**C. I. B.**  
**116, boulevard Raspail**  
**75006 PARIS**

# UNION DES S.I.C.A.



Dès 1958, au moment de la réorganisation du secteur bananier, les petits planteurs de banane de la Martinique ont manifesté leur intention de se regrouper pour n'être plus à la merci des « ramasseurs ». C'est-à-dire des intermédiaires qui achetaient la banane, nue plantation et l'exportaient sous leur propres marques.

La SATEC a reçu mission de cette organisation. De 1958 à 1961 furent créées les Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole (S.I.C.A.). Elle regroupait chacune la production de régions limitée à la commune.

SICA Fonds St-Jacques - Lorrain - Morne des Esses - Vert-Pré - Robert - Lareinty - François - Dumaine Vauclin - Saint-Esprit - Rivière Salée - Rivière Pilote, soit 11 SICA.

Elles ont pour mission :

- 1) Encadrer le planteur par un corps d'Agents de vulgarisation ;
- 2) Assurer les fournitures en produits fertilisants et en matériaux d'emballage ;
- 3) Regrouper le frêt des petits planteurs sous des contre-marchés coopératives ;
- 4) Assurer le paiement des fruits livrés par leur intermédiaires.

Cependant, la création de SICABAM, et l'opportunité de gérer collectivement les problèmes financiers des diverses SICA, conduisent ces dernières à se regrouper dans l'UNION DES SICA.

L'UNION DES SICA doit assurer les mêmes actions envers les SICA qui les répercutent près des adhérents. En 1970, la production n'est que de 8 000 Tonnes, l'UNION DES SICA signe avec l'Etat un plan de restructuration sur cinq années. Ce plan est une complète réussite, puisque la production passe de 8 000 Tonnes à 27 000 Tonnes, faisant de l'UNION le premier exportateur de banane, avec 11 % de la production et 70 % des planteurs de banane.

De plus en plus, l'UNION DES SICA représente la petite production près des Instances professionnelles et administratives. Son rôle devient indispensable au maintien de l'économie des petits planteurs.

En 1975, l'UNION signa un accord de fusion avec la COOP qui encadre 300 planteurs avec 3 000 tonnes de banane. Elle encadre 12 sociétés de base qui regroupent 1 100 planteurs. Son Capital est de 75 000 Francs. Ses réserves de 1 250 000 Francs — Ses immobilisations (Siège et hangars de conditionnement) sont de 1 350 000 Francs. Elle commercialise 6 millions de Francs de produits nécessaires au maintien des cultures.

Elle redistribue vers les adhérents des SICA 20 millions de masse monétaire représentant la commercialisation de la banane.



#### MISSION DE L'UNION DES SICA

- Promouvoir à partir d'un ensemble de petites exploitations une agriculture ayant une signification économique ;
- Former : les exploitants agricoles à la gestion de leur exploitation ;  
Des exploitants agricoles capables d'exercer un rôle d'entraînement dans leur secteur ;  
Des hommes capables d'assurer des responsabilités dans les organismes coopératifs ;
- Encadrer sous toutes ses formes les SICA ;
- Commercialiser la production de ses adhérents ;
- Approvisionner les SICA en produits indispensables aux cultures (engrais, produits phyto-sanitaires, etc...) ;
- Représenter les petits planteurs publics et de la Profession.

---

### CONCLUSION

---

Depuis 1976, beaucoup se réclament de la Coopérative, et prennent « leur bâton de pèlerin » mais sur une voie déjà tracée par l'Union des SICA. Itinéraire dès lors facile puisque le petit planteur est déjà préparé à l'acte coopératif ; l'Union des SICA très fortement, mais sans animosité, réclame le seul bénéfice d'avoir opéré le « désenclavement psychologique » du paysan Martiniquais.

L'organisation coopérative bananière est née de notre seule volonté, l'organisation coopérative des maraîchers et vivriers n'a été possible que grâce à l'acquis de l'Union des SICA. La part est belle à ceux qui viennent cueillir nos lauriers, et qui pour des raisons « rarement personnelles », qualifient de coopérative des ensembles commerciaux à la seule disposition des gros planteurs qui les contrôlent. L'Union des SICA à fait face à tous ces détracteurs, mais s'indigne que les autorités de tutelle ne veulent pas faire la différence entre démocratie et démagogie.

Notre action est là pour renforcer notre image de marque, et notre dévouement à la cause coopérative pour assurer notre réussite.

**J.C. THEMIA,**  
*Président de l'Union des SICA.*

# Plasti-Caraïbes

POUR TOUS VOS  
EMBALLAGES BANANES  
GRAND CHOIX DE:

film neutre, gaine bleu, ficelle, colle, agrafes,  
liens, poly-épais.

Publicara

Zone Industrielle de la Jambette - LAMENTIN - Tél. 50.19.84

## SIGAM S.A.

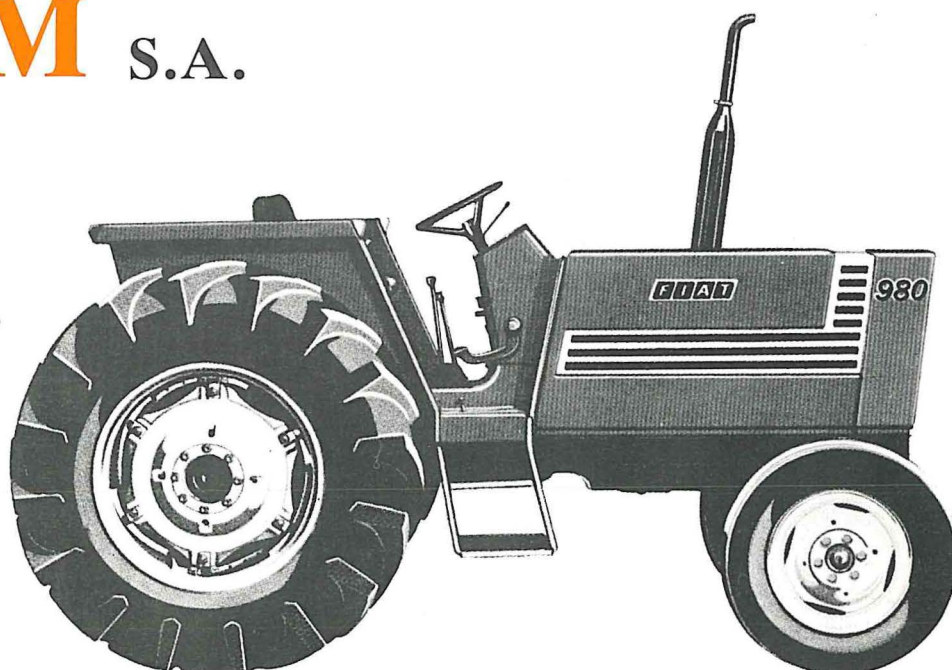
*Au service  
des  
Agriculteurs...*

Concessionnaire  
TRACTEUR

**Fiat**

et

**FIAT-ALLIS**



IMMEUBLE PANORAMA  
Tél. 71.74.47

# SP

## SERRES & PILAIRE

### COMPAGNIE FRANÇAISE DE TRANSIT ET D'AFFRETEMENT

ACTIVITES: EXPORTATION DE BANANES

SIEGE SOCIAL:

Mas de la Tuilerie - 30000 NIMES

Tél.: 70.10.55

Télex: 490948

LAMENTIN

Zone Industrielle - Voie n° 2

Tél.: 79.26.56 - 79.29.64

Télex: TRASER 912631 MR

# ANTILLES LABO

*Une sélection de produits agrochimiques  
pour une meilleure protection de vos cultures:*

- Produits vétérinaires,  
fongicides agricoles



- Fongicides et mouillants agricoles



- Insecticides et herbicides



- Vitrierie - Miroiterie



- Produits et articles de laboratoire



Z.I. de la Lézarde N° 10 - 97232 LAMENTIN - ☎ 79.14.22

# **SICA FRUITIERE LEGUMIERE & HORTICOLE DE GUYANE**

---

## **S.I.C.A. F.L.H.**

---

Siège Social: KM RN4 - B.P. 1131 - MATOURY - 97345 CAYENNE CEDEX  
Tél. 35.62.11 - 31.09.90 - Télex 910363 FG

*Distribution de Fruits et Légumes*



## **SOCIETE INDUSTRIELLE DES ENGRAIS DE LA REUNION**

Société Anonyme au Capital de 4.576.000 F

Registre du Commerce: SAINT-DENIS 77B56

---

***TOUS ENGRAIS  
AZOTÉS, PHOSPHATÉS, POTASSIQUES,  
GRANULÉS COMPLEXES***

---

Siège social :  
LE PORT, Zone industrielle portuaire N° 1

Télex: 916181 RE  
Téléphone: **42.02.04**

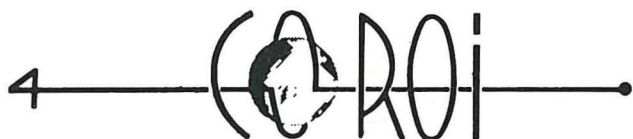


Quelle que soit la culture concernée,

Que vous ayez un problème de mauvaises herbes, d'insectes, de maladies, de carences, de nématodes, ou de régulation de croissance,

Que vous ayez besoin de matériels d'application, de matériels d'irrigation localisée, de semences potagères et fourragères, de plants, de bulbes, d'engrais solubles, d'engrais spéciaux,

Que vous ayez besoin de définir un programme de traitement,



**RÉUNION** peut vous AIDER,  
RESOUDRE vos problèmes et REpondre à vos besoins.



**COROI-REUNION**

Zone Industrielle n° 1 - B.P. 77 - 97420 LE PORT  
Tél.: 42.10.94 - 42.15.24

3, rue Amiral Lacaze - 97400 SAINT-DENIS  
Tél.: 21.23.74

**Sté FABRE DOMERGUE et C<sup>ie</sup>**

*IMPORTATION — EXPORTATION*



**BANANES MARTINIQUE**

---

CENTRE COMMERCIAL CITÉ DILLON — FORT-DE-FRANCE  
Tél. 71.89.34

# S O B A C A

*Société Bananière Caraïbe*

**Centre Commercial de la Dillon  
B.P. 277 - 97203 FORT-DE-FRANCE  
Tél. 71.91.80 - 71.91.82**

## Investissement et Décentralisation



**SODERAG** c'est plus simple  
quand on est du pays

La SODERAG vit au quotidien les réalités de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane. Elle est « du pays ».

A ce titre, elle met à votre disposition son réseau privilégié de relations régionales et nationales qui comprend tous ceux qui comptent pour le développement de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

Et si votre projet couvre plusieurs des trois départements de la région « Antilles-Guyane », la SODERAG peut intervenir car elle a vocation inter-régionale Guadeloupe, Martinique, Guyane et constituera un seul dossier.

**SODERAG** { La souplesse d'une « Régionale »  
L'efficacité d'une « Inter-Régionale »  
Le poids d'une « Multi-Régionale »

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ANTILLES-GUYANE

**GUADELOUPE:** B.P. 354 - 97161 POINTE-A-PITRE CEDEX - Tél.: 82.57.32  
**MARTINIQUE:** B.P. 450 - 97205 FORT-DE-FRANCE CEDEX - Tél.: 71.59.78  
**GUYANE:** 4, place Léopold-Héder - 97300 CAYENNE - Tél.: 31.68.60

Pesticides **PEPRO  
MONSANTO**

Pulvérisateurs  
**BERTHOUD**

Irrigation **KULKER**

Produits jardin  
**KB**

*tous engrais et oligo*

Distribué par \_\_\_\_\_



Société Réunionnaise d'Engrais et  
Produits Chimiques, S.R.E.P.C.,  
Zone Industrielle n° 1, 97420 Le Port, REUNION  
Tél.: 42.06.78 - 42.02.04  
Télex: 016181 RE

**Fort-de-France**  
**B.P. 430**  
**97204 FORT-DE-FRANCE Cedex**  
**Martinique**  
Tél. : 71.64.67 - Télex : 912658

**Basse-Terre**  
**6, angle des rues Schoelcher**  
**et Dr-Pitat**  
**97100 BASSE-TERRE**  
**Guadeloupe**  
Tél. : 81.20.28 - Télex : 919794

# **La Compagnie des Bananes**

## **Importation**

**Siège Social: 10, rue du Colonel-Driant - 75001 PARIS**  
**Téléphone: 42.60.33.38 - Télex: 213184**



## **Société Fruitière**

### **Antillaise**

**S.A.R.L.**

•

*Siège:*  
*97206 FORT-DE-FRANCE Cedex (Martinique)*  
*Centre Commercial de DILLON*  
*Téléphone: Fort-de-France 70.90.76*  
*Boîte Postale: 535*  
*Adresse Télégraphique: Vigu Fort-de-France*

•

**Commission**

**Exportation de Bananes**

# Jos. de Verteuil & William Bovd

S.A.R.L. - Capital 300.000 F

Agent de



ANTILLES  
GUYANES

- HERMES PRECISA
  - MOBILIER METALLIQUE  
« ATAL »
    - PRODUITS JOHNSON
      - COLGATE-PALMOLIVE

Zone Industrielle de JARRY - B.P. 2041  
97192 POINTE-A-PITRE CEDEX - Tél. 26.64.29

31, rue A.-René - BOISNEUF - B.P. 20  
97151 POINTE-A-PITRE CEDEX - Tél. 82.18.82

Adresse Télégraphique: DEVERTEUIL - POINTE-A-PITRE  
Télex 919799 GL OUVRE

## Investissement et Décentralisation



SODERAG c'est plus simple  
quand on est du pays

La SODERAG vit au quotidien les réalités de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane. Elle est « du pays ».

A ce titre, elle met à votre disposition son réseau privilégié de relations régionales et nationales qui comprend tous ceux qui comptent pour le développement de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

Et si votre projet couvre plusieurs des trois départements de la région « Antilles-Guyane », la SODERAG peut intervenir car elle a vocation inter-régionale Guadeloupe, Martinique, Guyane et constituera un seul dossier.

SODERAG { La souplesse d'une « Régionale »  
L'efficacité d'une « Inter-Régionale »  
Le poids d'une « Multi-Régionale »

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL ANTILLES-GUYANE

GUADELOUPE: B.P. 354 - 97161 POINTE-A-PITRE CEDEX - Tél.: 82.57.32

MARTINIQUE: B.P. 450 - 97205 FORT-DE-FRANCE CEDEX - Tél.: 71.59.78

GUYANE: 4, place Léopold-Héder - 97300 CAYENNE - Tél.: 31.68.60

# SODISCO



SAINT-PIERRE - Z.I. N° 2

ILE DE LA REUNION - B.P. 256

97457 SAINT-PIERRE CEDEX



Tél.: 25.16.20 - 25.16.30

Télex: SITAR 016164 RE

**La fraîcheur  
et l'arôme  
des Antilles...  
... la lime  
de Martinique.**



Photo Guimpier

**Avocat de Martinique**  
1984 : 1.000 ha plantés.  
4.500 tonnes produites.  
• Présent sur votre table de juillet à octobre.  
• Dans les produits cosmétiques AWACA.

*L'exotisme dans  
vos cocktails  
et vos cuisines.*



**Aubergine de Martinique**  
• Fruit de contre-saison  
• Longue conservation  
• Production : 500 tonnes

*Nos produits  
pleins  
d'exotisme  
ont mûri  
au soleil  
des Antilles...*

**Lime de Martinique**  
(citron vert à gros fruit)  
• Un fruit rafraîchissant et parfumé, à peau fine,  
sans pépins. S'utilise en jus ou en assaisonnement.  
• Un produit en pleine expansion  
(600 ha plantés).  
Production 84 : 2.000 tonnes  
Prévision 1.200 ha, 20.000 tonnes.

**SICA MARAÎCHÈRE FRUITIÈRE DE LA MARTINIQUE**



La Dillon - BP 451 - 97205 Fort-de-France Cédex  
**Tél. 70.21.02** - Télex : 912 623 MR  
A Paris : COMECO - 88, Avenue Kléber - **Tél. 595.13.67**

# Michel COLLOMB

=====  
TRANSIT — IMPORT — EXPORT  
=====

6 bis, rue Alsace-Lorraine - 97110 POINTE-A-PITRE

Tél. : 82.03.17 - Télex : Micol 019823 GL



# SOCIÉTÉ NOUVELLE R. CHEENNE

Z.I. JARRY - VOIE N° 2 - LOCAUX SATOM  
B.P. 2096 - JARRY - 97122 BAIE MAHAULT  
Tél. 26.64.34 - Télex 029 842 GL

- Collectivités - Hôtels - Restaurants - Snacks  
Grandes cuisines  
Buanderies
- Magasins d'alimentation - Libre-service  
Chambres froides  
Vitrines réfrigérées  
Rayonnages - Gondoles  
Climatisation
- Boulangeries - Pâtisseries  
Installation complète des fournils  
Petit matériel

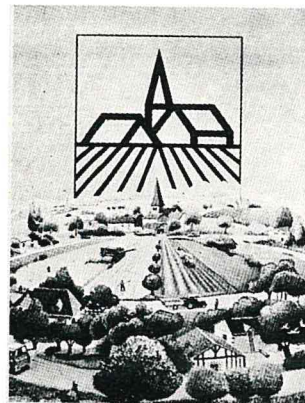
*PIECES DETACHEES*  
*SERVICE APRES-VENTE - CONTRAT D'ENTRETIEN*

## COMPAGNIE FRANCO-ANTILLAISE

IMPORT  
EXPORT



Centre Commercial de La Dillon  
B.P. 266  
97200 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
Tél. : 71.30.35 - 72.47.46



### LE GROUPE DES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLLES et ses trois sociétés :

- LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES,  
pour le monde agricole
- LA SAMDA, pour tous les ménages  
et professions non agricoles
- LA SORAVIE, filiale A.M.A.; de la SAMDA  
et du CREDIT AGRICOLE,  
pour tous les problèmes d'Assurance-Vie.

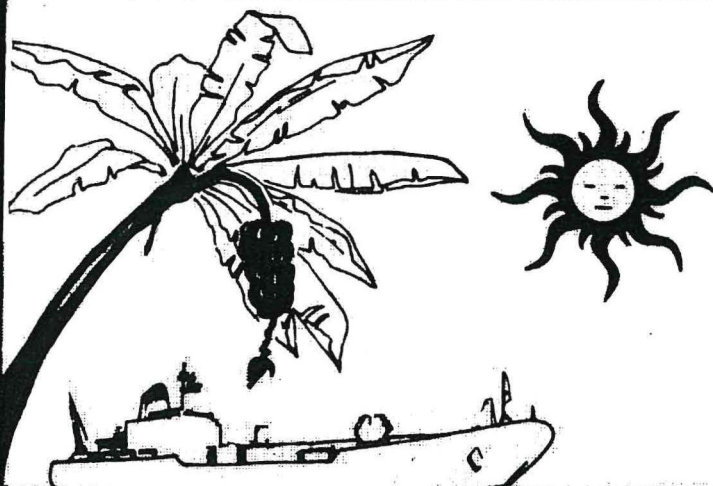
### CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES MARTINIQUE - GUYANE

**C.R.A.M.A.**  
10, Lotissement Bardinet  
97200-FORT-DE-FRANCE  
Tél : 72-42-64  
Télex : 912-371 MR



ENTREPRISES REGIES PAR LE COEF DES ASSURANCES

# SICA - ASSO BAG



**Le Groupement  
des  
Producteurs  
de Bananes  
de la  
Guadeloupe**

**SICA-ASSOBAG**

## LA BANANERAIE GUADELOUPEENNE

— Superficie plantée	: 7 200 ha
— Nombre de planteurs	: 1 500
— Nombre de salariés directs	: 7 000
— Nombre d'emplois induits	: 3 000 à 3 500
— Exportations 1978	: 145 000 T. brutes (52 % de la balance commerciale à l'exportation)
— Exportations 1979	: 93 000 T. brutes (cyclone « David »)
— Exportations 1980	: 31,5 % de la consommation annuelle métropolitaine ; soit 157 000 T. nettes commercialisées pour une consommation de 500 000 Tonnes.

### **Siège:**

15, rue l'Herminier  
97100 BASSE-TERRE  
Télex: 019 727 - Tél.: 81.05.52

### **Bureau de Paris:**

59, avenue de la Grande-Armée  
75016 PARIS  
Télex: 630 470 - Tél.: 500.44.45

L'Édition, la réalisation et la mise en pages ont été assurées par les

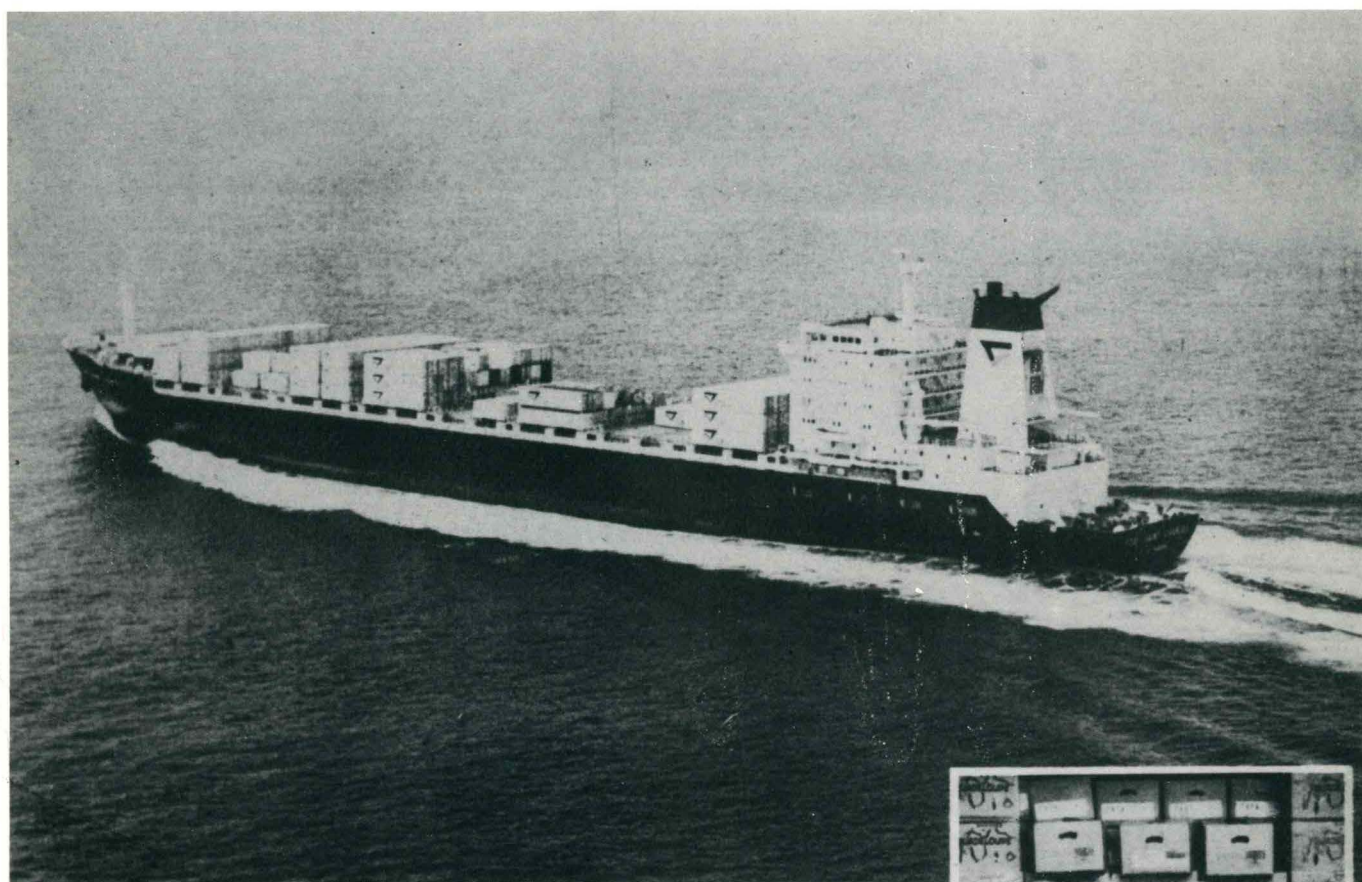
**Editions BRES**

S.A.R.L. au capital de 110.000 F  
30, rue Bergère, 30 — 75009 PARIS

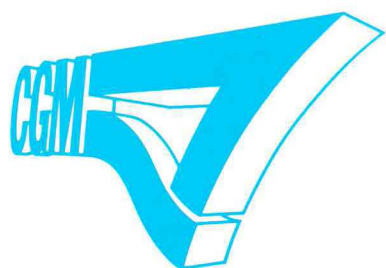
Imprimerie La Renaissance  
17, rue Chalmel — 10000 TROYES  
Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1986 - N° 24.712/O



# CONTENEURISATION TECHNIQUE D'AVENIR



En conteneurisant à grande échelle et avec succès la banane des Antilles, la CGM a étendu cette technique moderne au plus délicat des fruits. C'est une garantie de qualité pour l'ensemble des transports de denrées périssables qu'accomplit la première Compagnie Française à travers le monde entier.



## Compagnie Générale Maritime

PARIS: Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 Paris La Défense  
Tél.: 776.70.00 - Téléx: Gemar 630387

FORT DE FRANCE: Route du Lamentin - B.P. 574 - Cedex 97206  
Fort de France Tél.: 70.00.40 / 70.12.44 - Téléx: Gemar 019610

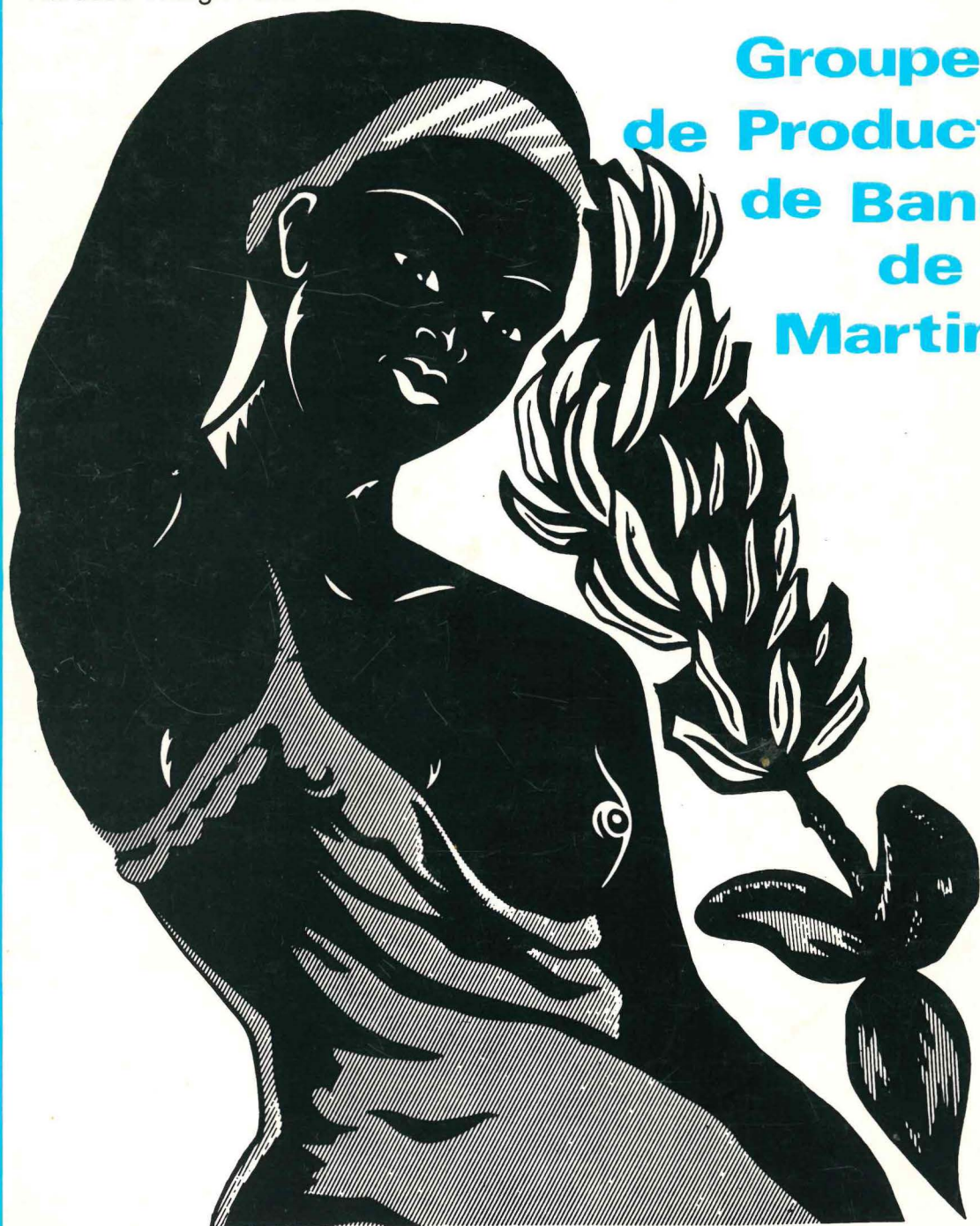
POINTE A PITRE: Extrémité Voie Principale - Z.I. de Jarry - B.P. 92  
97153 Pointe à Pitre Tél.: 26.72.39 - Téléx: 919702 GA

# SICABAM

- Centre Commercial de Dillon - 97200 FORT DE FRANCE
- GIEB de SICABAM : 88, avenue Kléber - 75016 PARIS  
Tél. 505.13.67 - Telex 612-815 F

Adresse Télégr.: SICABAM FORT-DE-FRANCE - Tél. 70.17.10 - Télex 912617 MR

**Groupement  
de Producteurs  
de Bananes  
de la  
Martinique**



**BANANES MARTINIQUE**